

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205218]

19 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 33 à 34bis, modifiés par le décret du 17 juillet 2008 et par le décret du 11 avril 2014;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 31bis à 33bis, modifiés par le décret du 17 juillet 2008 et par le décret du 21 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget électricité et d'activation de la fonction à prépaiement et abrogeant l'arrêté du 23 juin 2006;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget gaz et d'activation de la fonction à prépaiement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 avril 2016;

Vu l'avis n° CD-16f16-CWaPE-1593 de la Commission wallonne pour l'énergie du 24 juin 2016;

Considérant l'avis de l'Union des Villes, communes et Provinces de la Région wallonne du 13 juin 2016;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de la Wallonie du 20 juin 2016;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 62.937/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 mars 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité*

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 6° est abrogé;

b) au 10°, les mots « CEE n°3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes » sont remplacés par les mots « CE n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains Règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques. ».

Art. 2. Dans l'article 3, alinéa 2, 4°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut, celui établi par la CWaPE » sont remplacés par les mots « établi par la CWaPE après consultation des autres régulateurs régionaux ».

Art. 3. A l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point), les mots « recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut celui établi par la CWaPE » sont remplacés par les mots « établi par la CWaPE après consultation des autres les régulateurs régionaux »;

2° au point o), les mots « sur les droits de consommateurs, » sont insérés entre les mots « des conseils » et les mots « sur les mesures existantes »;

3° il est complété par un point p) rédigé comme suit :

« p) la mention de la possibilité d'exclure la facture de régularisation de la domiciliation. ».

4° le paragraphe est complété par le q) rédigé comme suit :

" q) la mention que le contrat est entaché de nullité si celui-ci est conclu au cours de la procédure prévue à la section 3 du chapitre IV, initiée par un autre fournisseur. "

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots " sans préjudice des dispositions de l'article 28 » sont abrogés;

2° à l'alinéa 3, les mots " L'existence » sont remplacés par les mots « Le fait d'être ou d'avoir été client protégé, l'existence » et les mots « d'un tel statut ou » sont insérés entre les mots « en l'absence » et les mots « de compteur à budget »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" La disposition prévue à l'alinéa 1^{er} ne porte pas atteinte au droit du fournisseur de demander, à un client qui possède une dette antérieure auprès de ce même fournisseur, l'apurement de cette dette avant d'accepter la conclusion d'un nouveau contrat. "

Art. 5. Dans l'article *6bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « jusqu'à trente jours calendrier » sont remplacés par les mots « pour un délai, fixé par le Ministre, compris entre trente et cent-vingt jours ».

Art. 6. A l'article 7, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 4°, les mots « en précisant si celui-ci a été estimé ou non, » sont insérés entre les mots « de kWh consommé, » et les mots « par produit »;

2° au paragraphe 1^{er}, 9°, les mots « sur la base du prix moyen des certificats verts des quatre trimestres précédents tel que publiés par la CWaPE, multiplié par la quantité d'électricité fournie » sont abrogés;

3° au paragraphe 1^{er}, 16°, les mots « recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut celui établi par la CWaPE » sont remplacés par les mots « établi par la CWaPE après consultations des régulateurs régionaux »;

4° au paragraphe 1^{er}, 17°, les mots « sur les droits de consommateurs, » sont insérés entre les mots « des informations » et les mots « sur les mesures visant »;

5° le paragraphe 1^{er}, est complété par un 18° rédigé comme suit :

« 18° le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social. »;

6° au paragraphe 2, 8°, les mots « recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut celui établi par la CWaPE » sont remplacés par les mots « établi par la CWaPE après consultation des régulateurs régionaux »;

7° au paragraphe 2, 9°, les mots « sur les droits de consommateurs, » sont insérés entre les mots « des informations » et les mots « sur les mesures visant »;

8° le paragraphe 2 est complété par un 10° rédigé comme suit :

« 10° le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social. »;

9° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « Lorsque le compteur à budget est actif, la date des chargements et les montants chargés sont annexés à la facture de régularisation. ».

Art. 7. A l'article 16, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3, est complété par les mots " sauf dans les cas mentionnés à l'article 34, § 2 »;

2° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 17, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « ou pendant les plages horaires offrant un service reconnu équivalent estimé par la CWaPE » sont insérés entre les mots « pendant les heures ouvrables » et les mots « , le rechargement du compteur ».

Art. 9. Dans l'article *24bis*, alinéa 1^{er} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les mots « dans le respect de la méthodologie tarifaire » sont insérés entre les mots « sur le réseau » et les mots « , le gestionnaire de réseau de distribution ».

Art. 10. A l'article 26 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « § 1^{er}. » sont insérés avant le mot « Conformément », les mots « article 9 » sont remplacés par les mots « article *33bis* » et les mots « est habilité à fournir » sont remplacés par le mot « fournit »;

2° à l'alinéa 2, les mots « A cette fin, » sont remplacés par les mots « Le cas échéant, »;

3° à l'alinéa 3, le signe « : » est remplacé par le signe « . » et les points 1° et 2° sont abrogés;

4° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

" § 3. Pour les clients protégés visés à l'article 33, § 1^{er}, 2°, et § 2, du décret et sauf si le client demande à être fourni, au tarif commercial, par un fournisseur de son choix, le fournisseur informe sans délai le gestionnaire de réseau de distribution qui reprend le client en tant que fournisseur social dans un délai de 30 jours maximum suivant la demande introduite par le fournisseur commercial et qui informe ce client de cette reprise et des conséquences de celle-ci notamment en ce qui concerne la fourniture minimale garantie. ».

Art. 11. A l'article 27 du même arrêté, il est inséré un nouveau paragraphe *2bis* rédigé comme suit :

" § *2bis*. Lorsque qu'un client protégé visé à l'article 33, § 1^{er}, 2°, du décret se manifeste par téléphone chez le fournisseur, ce dernier invite le client à contacter son gestionnaire de réseau de distribution. Lorsque le client protégé se manifeste par écrit chez le fournisseur, ce dernier informe le client par écrit que vu son statut de client protégé visé à l'article 33, § 1^{er}, 2°, du décret, et les dispositions prévues dans les décrets, il a transmis sa demande à son gestionnaire de réseau de distribution. Le fournisseur communique les coordonnées du gestionnaire de réseau de distribution au client. ».

Art. 12. L'article 28 du même arrêté est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 29, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er} les mots : " qui ne peut être inférieure à quinze jours à dater de l'émission de la facture " sont ajoutés entre les mots : " l'échéance prévue " et les mots : " le fournisseur envoie un rappel ";

b) à l'alinéa 1^{er}, le 1° est complété par les mots « qui tiennent compte de la situation financière du client, ainsi que du montant de la dette à apurer et de la période concernée »;

c) à l'alinéa 1^{er}, le 2° est complété par les mots « en vue notamment de conclure un plan de paiement raisonnable »;

d) il est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

“ § 3. Les échéances prévues au § 1^{er} ne font pas obstacle à la possibilité pour un fournisseur de rendre immédiatement exigibles de nouvelles factures qui étaient non échues lors de l’envoi de la mise en demeure. Les montants de ces nouvelles factures sont inclus dans la procédure prévue dans la présente section.

Dans l’hypothèse où les conditions générales du fournisseur prévoient une telle règle, la lettre de mise en demeure le mentionne explicitement.

Cette règle ne s’applique pas si un plan de paiement est conclu et respecté par le client. ”.

Art. 14. Dans l’article 30 du même arrêté, modifié par l’arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l’alinéa 1^{er}, le 4^o est complété par le mot « raisonnable »;

b) à l’alinéa 2, les mots « le fournisseur » sont remplacés par les mots « Le fournisseur », le mot « recommandé » est abrogé et les mots « si le montant de la dette est supérieur à 100 euros, toutes taxes comprises, pour la facture d’électricité, ou de 200 euros pour la facture combinée d’électricité et de gaz en cas de facture combinée et que le client ne réagit pas à l’invitation du fournisseur à le contacter en vue de conclure un plan de paiement raisonnable ou ne respecte pas le plan de paiement raisonnable conclu avec le fournisseur » sont ajoutés en fin d’alinéa;

c) l’article est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le courrier de mise en demeure reprend les montants réclamés et les factures concernées. Il informe le client de son droit à négocier un plan de paiement raisonnable et à se faire assister par le CPAS ou le service de médiation de dette. Le courrier précise qu’en cas d’absence de réaction du client à l’invitation du fournisseur à conclure un plan de paiement raisonnable, de non-respect du plan de paiement raisonnable conclu avec le fournisseur ou de non-paiement de toute nouvelle facture venue à échéance, la procédure prévue aux articles 29 à 33 sera poursuivie ou reprise en l’état. »;

d) l’article est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« En cas de conclusion d’un plan de paiement raisonnable entre un client et son fournisseur, la procédure de défaut de paiement est suspendue. ».

Art. 15. Dans le même arrêté, il est inséré un article 30bis rédigé comme suit :

« Art. 30bis. Est raisonnable le plan de paiement qui tient compte des intérêts et situations des deux parties et permet concrètement au client d’apurer entièrement sa dette, c’est-à-dire qui tient compte des éléments objectifs tels que : le profil du client, le montant de sa dette, l’historique de son compte client. Si le client bénéficie de l’intervention du médiateur de dettes agréé ou du CPAS, une adaptation du plan de paiement proposé initialement par le fournisseur pourra être demandée par le médiateur de dettes agréé ou le CPAS dans le cadre de sa mission de respect de la dignité humaine.

A la demande du médiateur de dettes agréé ou du CPAS, la procédure de demande de placement d’un compteur à budget est suspendue le temps de l’analyse socio-budgétaire et de la négociation d’un plan de paiement raisonnable avec le fournisseur, qui ne peuvent pas excéder trente jours, par le CPAS ou par le médiateur de dettes agréé.

Tout accord ou modification du plan de paiement convenue d’un commun accord est notifiée au client par le fournisseur. ».

Art. 16. Dans le même arrêté, il est inséré un article 30ter rédigé comme suit :

« Art. 30ter. Le montant de la dette réclamée par le fournisseur au client dans le cadre de la procédure applicable au client résidentiel en cas de non paiement ou dans le cadre du placement du compteur à budget ne peut pas excéder la somme des composantes suivantes :

1^o le solde restant dû sur les factures échues;

2^o l’éventuel montant de l’intérêt contractuel plafonné au taux légal;

3^o les éventuels frais de recouvrement pour impayés plafonnés à 7,5 euros pour un courrier de rappel et 15 euros pour une lettre de mise en demeure. Les frais totaux réclamés pour l’envoi des courriers de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement ne peuvent pas excéder 55 euros par an et par énergie.

Dans tous les cas, aucun frais ne peut être réclamé pour un plan de paiement raisonnable conclu dans le cadre de la procédure prévue aux articles 29 à 33 du présent arrêté. ».

Art. 17. Dans le même arrêté, il est inséré un article 30quater rédigé comme suit :

« Art. 30quater. La cession par un fournisseur de toute créance ou le recouvrement par un tiers de celles-ci ne libère pas ce fournisseur de ses obligations envers son client. ».

Art. 18. A l’article 31 du même arrêté, modifié par l’arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et l’arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, le mot « Lorsqu’ » est remplacé par les mots « Pour une dette de 100 euros au minimum et lorsqu’ », les mots « ou qu’il n’a pas respecté un plan de paiement raisonnable ou le paiement d’une nouvelle échéance » sont insérés entre les mots « défaut de paiement » et les mots « , le fournisseur adresse », et les mots « Lorsque ce client est un client protégé, le fournisseur joint les documents visés à l’article 27 » sont remplacés par les mots « Cette demande est conditionnée par l’invitation faite par le fournisseur envers son client de le contacter en vue de conclure un plan de paiement raisonnable avec le client, et le cas échéant, le CPAS ou le service de médiation de dette agréé. Lorsque ce client est un client protégé, le fournisseur communique au gestionnaire de réseau de distribution les éléments attestant du statut du client. Dans ce cas, le client est transféré et alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution qui informera le client de ce transfert et de ses conséquences notamment en ce qui concerne la fourniture minimale garantie. Le Ministre de l’Energie détermine la procédure de transfert du client protégé déclaré en défaut de paiement vers son gestionnaire de réseau et les obligations qui en découlent. »;

2^o dans le paragraphe 4, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le client peut justifier de son incapacité à être présent lors du placement du compteur à budget. Il en apporte la preuve par écrit au gestionnaire de réseau de distribution qui postpose la date de placement dudit compteur. Le client contacte son gestionnaire de réseau de distribution pour établir une nouvelle date de visite dans les 5 jours ouvrables suivants la date initialement proposée. »;

3^o au paragraphe 4, alinéa 4, les mots « soit de planifier un nouveau rendez-vous en vue du placement du compteur à budget, soit » sont insérés après les mots « est tenu » et les mots « de rétablir la fourniture »;

4° au paragraphe 5, les mots « Le dépassement de ce délai emporte, notamment, la suspension du contrat de fourniture et la substitution durant cette suspension, du gestionnaire de réseau de distribution, au fournisseur à titre temporaire. » sont remplacés par les mots « Sur proposition de la CWaPE, le Ministre détermine le montant forfaitaire et les modalités de dédommagement du gestionnaire de réseau de distribution vers le fournisseur en cas de dépassement du délai de placement visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 19. A l'article 34 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le placement ou la réactivation du compteur à budget au domicile du client est gratuit pour toute demande introduite après l'entrée en vigueur de cet arrêté et dans les cas suivants :

1° pour le client protégé;

2° pour le client non protégé qui a été déclaré en défaut de paiement par son fournisseur;

3° lorsque la demande de placement ou d'activation est soutenue par le CPAS;

4° lors d'un déménagement, lorsque le client avait un compteur à budget actif à son précédent domicile. »;

2° Le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 20. L'article 35 du même arrêté est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Lorsqu'un client dispose d'un compteur à budget activé, le fournisseur ne peut pas lui adresser de factures d'acomptes. ».

Art. 21. L'article 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La désactivation du compteur à budget est demandée par le fournisseur au gestionnaire de réseau de distribution, uniquement à la demande du client et à condition que ce dernier n'ait pas de dettes liées à sa consommation d'électricité vis-à-vis de son fournisseur actuel. La désactivation du compteur est gratuite pour le client. ».

Art. 22. Dans l'article 37 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° le nombre " 31 " est remplacé par le nombre " 29 ";

2° les mots « peut être suspendue » sont remplacés par les mots « est suspendue »;

3° les mots « ou d'accord des parties relatif à un plan de paiement raisonnable » sont insérés entre les mots « quant au paiement de la dette » et les mots ". Le non-respect »;

4° les mots « par recommandé » sont abrogés.

Art. 23. Dans l'intitulé de la section 3bis du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « non protégé » sont abrogés.

Art. 24. A l'article 37bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « non protégé » sont abrogés;

2° à l'alinéa 3, les mots " non protégé " et les mots « et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire au sens de l'article 20, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité » sont abrogés;

3° à l'alinéa 4, les mots « Quinze jours » sont remplacés par les mots « Au minimum un mois » et les mots « dans les soixante jours ouvrables suivant la fin " sont remplacés par les mots « à la fin ».

Art. 25. Dans le chapitre 4 du même arrêté, il est inséré une section 3ter comportant l'article 37ter rédigée comme suit :

« Section 3ter. Contestation de l'activation ou du placement d'un compteur à budget

Art. 37ter. Dans les dix jours de la mise en demeure visée à l'article 30, le client peut contester la procédure de placement ou d'activation du compteur à budget et saisir le service régional de médiation pour l'énergie.

La demande est introduite et instruite conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009 relatif au Service régional de médiation pour l'énergie.

Le Service régional de médiation pour l'énergie peut suspendre la procédure de placement du compteur à budget pour permettre l'analyse, le cas échéant, en concertation avec le gestionnaire de réseau de distribution et le CPAS. ».

Art. 26. L'article 38 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

Article 38. § 1^{er}. La fourniture du client protégé sous compteur à budget est assurée par le gestionnaire de réseau de distribution du client.

Si la fonction limiteur de puissance du compteur à budget est activée à la demande du CPAS, le gestionnaire de réseau de distribution informe expressément le client que cette fourniture minimale garantie reste à sa charge et lui est facturée. Le client protégé qui n'alimente pas son compteur à budget bénéficie alors de la fourniture minimale garantie dont la puissance est fixée à dix ampères. Celle-ci est assurée pendant six mois à dater de la mise en service du limiteur de puissance.

§ 2. Après un constat par le gestionnaire de réseau de distribution d'absence de rechargement de montants supérieurs à 10 euros après une période de trois mois consécutifs d'un client protégé sous compteur à budget dont la fonction limiteur a été activée, le gestionnaire de réseau de distribution établit une facture relative à la fourniture minimale garantie du client concerné. Le seuil du montant minimum de rechargement pourra le cas échéant être revu par la CWaPE en accord avec les CPAS, et les gestionnaires de réseaux de distribution.

Afin d'établir cette facture, si le gestionnaire de réseau de distribution ne dispose pas des index du client, il lui adresse un courrier lui demandant, endéans les 15 jours, soit de fournir ses index, soit de passer sa carte de prépaiement dans son compteur et ensuite dans une borne de rechargement. Le gestionnaire de réseau précise également que sa demande vise à établir la facture de sa consommation sous limiteur de puissance.

Passé ce délai, le gestionnaire de réseau de distribution édite et envoie la facture du client relative à sa consommation sous limiteur. Si le gestionnaire de réseau de distribution n'est pas parvenu à obtenir l'information sur sa consommation réelle, la facture est basée sur une estimation de la consommation du client. Cette estimation de la consommation et à fortiori de la dette sous fourniture minimale garantie tient compte des informations récupérées à l'occasion du dernier rechargement de la carte mais aussi du profil historique du client. Cette facture indique, outre les mentions prévues à l'article 7, qu'il s'agit d'une facture de consommation sous limiteur de puissance.

§ 3. Si à l'échéance le client n'a pas payé sa facture ou trouvé d'accord quant au paiement des arriérés liés à la fourniture minimale, le gestionnaire de réseau lui envoie un courrier de rappel. Ce courrier de rappel reprend au minimum les mentions prévues à l'article 29, § 1^{er}, alinéa, 1^o, 2^o et 4.

Si le client n'a pas trouvé d'accord quant au paiement à l'échéance du courrier de rappel, le gestionnaire de réseau lui adresse une mise en demeure. Ce courrier l'informe de la procédure ultérieure et notamment du fait qu'à défaut de solution proposée dans les quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, il est considéré en défaut récurrent de paiement et que la commission locale pour l'énergie est saisie du dossier en vue notamment de statuer sur la poursuite ou non de la possibilité de bénéficier de la fourniture minimale garantie.

Le gestionnaire de réseau transmet au CPAS du client, la copie du courrier visé à l'alinéa précédent. ».

Art. 27. L'article 39 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 39. Lorsque le client protégé n'a pas apporté de solution dans les quinze jours de l'envoi de la mise en demeure ou qu'il n'a pas respecté l'accord relatif au paiement des arriérés liés à la fourniture minimale garantie, le gestionnaire de réseau de distribution le qualifie en défaut récurrent de paiement et saisit la commission.

Le CPAS du client peut demander à tout moment que le limiteur de puissance du client soit désactivé.

Le client protégé peut demander à son gestionnaire de réseau de distribution que le limiteur de puissance soit désactivé dès qu'il a payé les arriérés liés à la fourniture minimale garantie.

La procédure prévue aux articles 38 et 39 est interrompue dès lors que le client acquitte la ou les factures relatives à la fourniture minimale garantie. ».

Art. 28. Dans le chapitre IV, section 4 du même arrêté, la sous-section 2 comportant l'article 40 est abrogée.

Art. 29. Dans le chapitre IV, section 4 du même arrêté, la sous-section 3 comportant l'article 41 est abrogée.

Art. 30. Dans le chapitre V, article 43, au paragraphe 3, un 6^o est ajouté rédigé comme suit « 6^o tout autre donnée agrégée déterminée par la CWaPE. ».

Art. 31. Les articles 45 à 47 du même arrêté, insérés et modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2006, sont abrogés.

Art. 32. Dans le titre du chapitre VI du même arrêté, les mots « transitoires et » sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz*

Art. 33. Dans l'article 2, 8^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, les mots « CEE n°3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes » sont remplacés par les mots « CE n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains Règlements (CE) relatifs à des domaines statistiques spécifiques. ».

Art. 34. Dans l'article 3, alinéa 2, 4^o, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut, celui établi par la CWaPE » sont remplacés par les mots « établi par la CWaPE après consultation des régulateurs régionaux ».

Art. 35. Dans l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point m), les mots « recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut celui établi par la CWaPE » sont remplacés par les mots « établi par la CWaPE après consultation des régulateurs régionaux »;

b) au point o), les mots « sur les droits de consommateurs, » sont insérés entre les mots « des conseils » et les mots « sur les mesures existantes »;

c) le paragraphe est complété par un point p) rédigé comme suit :

« p) la mention de la possibilité d'exclure la facture de régularisation de la domiciliation. » est inséré après le point o). »;

d) le paragraphe est complété par le q) rédigé comme suit :

« q) la mention que le contrat est entaché de nullité si celui-ci est conclu au cours de la procédure prévue à la section 3, initiée par un autre fournisseur. ».

Art. 36. Dans l'article 6, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les mots « l'existence » sont remplacés par les mots « Le fait d'être ou d'avoir été client protégé, l'existence » et les mots « d'un tel statut ou » sont insérés entre les mots « en l'absence » et les mots « de compteur à budget ».

L'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La disposition prévue à l'alinéa 1^{er} ne porte pas atteinte au droit du fournisseur de demander, à un client qui possède une dette antérieure auprès de ce même fournisseur, l'apurement de cette dette avant d'accepter la conclusion d'un nouveau contrat. ».

Art. 37. Dans l'article 6bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « jusqu'à trente jours calendrier » sont remplacés par les mots « pour un délai, fixé par le Ministre, compris entre trente et cent-vingt jours ».

Art. 38. Dans l'article 7, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au paragraphe 1^{er}, le 4^o est complété par les mots « en précisant si celui-ci a été estimé ou non »;
- b) au paragraphe 1^{er}, 14^o, les mots « recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut celui établi par la CWaPE » sont remplacés par les mots « établi par la CWaPE après consultation des régulateurs régionaux »;
- c) au paragraphe 1^{er}, 15^o, les mots « sur les droits de consommateurs, » sont insérés entre les mots « des informations » et les mots « sur les mesures visant »;
- d) le paragraphe 1^{er} est complété par un 16^o rédigé comme suit :
« 16^o le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social. »;
- e) au paragraphe 2, 8^o, les mots « recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut celui établi par la CWaPE » sont remplacés par les mots « établi par la CWaPE après consultation des régulateurs régionaux »;
- f) au paragraphe 2, 9^o, les mots « sur les droits de consommateurs, » sont insérés entre les mots « des informations » et les mots « sur les mesures visant »;
- g) le paragraphe 2 est complété par un 10^o rédigé comme suit :
« 10^o le cas échéant, la mention que la facturation est faite sur la base du tarif social. »;
- h) au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er}, est complété par les mots « Lorsque le compteur à budget est actif, la date des chargements et les montants chargés sont annexés à la facture de régularisation. ».

Art. 39. A l'article 17, du même arrêté, modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o le paragraphe 3, est complété par les mots " sauf dans les cas visés à l'article 36, § 1^{er} »;
- 2^o le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 40. Dans l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « ou pendant les plages horaires offrant un service reconnu équivalent estimé par la CWaPE » sont insérés entre les mots « pendant les heures ouvrables » et les mots « , le rechargement du compteur ».

Art. 41. A l'article 30, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « article 9 » sont remplacés par les mots « article 31^{ter} » et les mots « est habilité à fournir » sont remplacés par le mot « fournit »;
- 2^o à l'alinéa 2, les mots « A cette fin, » sont remplacés par les mots « Le cas échéant, »;
- 3^o à l'alinéa 3, le signe « : » est remplacé par le signe « . » et les points 1^o et 2^o sont abrogés;
- 4^o il est inséré un paragraphe 3, rédigé comme suit :
« § 3. Pour les clients protégés visé à l'article 31^{bis}, § 1^{er}, 2^o, et § 2, du décret et sauf si le client demande à être fourni, au tarif commercial, par un fournisseur de son choix, le fournisseur informe sans délai le gestionnaire de réseau de distribution qui reprend le client en tant que fournisseur social dans un délai de 30 jours maximum suivant la demande introduite par le fournisseur commercial et qui informe ce client de cette reprise et des conséquences de celle-ci. ».

Art. 42. A l'article 31 du même arrêté, il est inséré un nouveau paragraphe 1^{er}*bis* rédigé comme suit :

« § 1^{bis}. Lorsque qu'un client protégé visé à l'article 31^{bis}, § 1^{er}, 2^o, du décret se manifeste par téléphone chez le fournisseur, ce dernier invite le client à contacter son gestionnaire de réseau de distribution. Lorsque le client protégé se manifeste par écrit chez le fournisseur, ce dernier informe le client par écrit que vu son statut de client protégé visé à l'article 31^{bis}, § 1^{er}, 2^o, du décret, et les dispositions prévues dans les décrets, il a transmis sa demande à son gestionnaire de réseau de distribution. Le fournisseur communique les coordonnées du gestionnaire de réseau de distribution au client. ».

Art. 43. Dans l'article 32, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1^{er} les mots : " qui ne peut être inférieure à quinze jours à dater de l'émission de la facture " sont ajoutés entre les mots : " l'échéance prévue " et les mots : " le fournisseur envoie un rappel ";
- b) à l'alinéa 1^{er}, le 1^o est complété par les mots « qui tiennent compte de la situation financière du client, ainsi que du montant de la dette à apurer et de la période concernée »;
- c) à l'alinéa 1^{er}, le 2^o est complété par les mots « en vue notamment de conclure un plan de paiement raisonnable »;
- d) un paragraphe 3, rédigé comme suit, est ajouté :

« § 3. Les échéances prévues au § 1^{er} ne font pas obstacle à la possibilité pour un fournisseur de rendre immédiatement exigibles de nouvelles factures qui étaient non échues lors de l'envoi de la mise en demeure. Les montants de ces nouvelles factures sont inclus dans la procédure prévue dans la présente section.

Dans l'hypothèse où les conditions générales du fournisseur prévoient une telle règle, la lettre de mise en demeure le mentionne explicitement.

Cette règle ne peut toutefois pas s'appliquer si un plan de paiement est conclu et respecté par le client. ".

Art. 44. Dans l'article 33 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1^{er}, le 4^o est complété par le mot « raisonnable »;
- b) à l'alinéa 2, le mot « Le » est remplacé par le mot « le », le mot « recommandé » est abrogé et les mots « , et qu'un compteur à budget lui sera placé d'office si le montant de la dette est supérieur à 100 euros, toutes taxes comprises, pour la facture de gaz, ou de 200 euros pour la facture combinée d'électricité et de gaz en cas de facture combinée, et que le client ne réagit pas à l'invitation du fournisseur à le contacter en vue de conclure un plan de paiement raisonnable ou ne respecte pas le plan de paiement raisonnable conclu avec le fournisseur. " sont ajoutés en fin d'alinéa;

c) l'article est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le courrier de mise en demeure reprend les montants réclamés et les factures concernées. Il informe le client de son droit à négocier un plan de paiement raisonnable et à se faire assister par le CPAS ou le service de médiation de dette. Le courrier précise qu'en cas d'absence de réaction du client à l'invitation du fournisseur à le contacter en vue de conclure un plan de paiement raisonnable, de non-respect du plan de paiement raisonnable conclu avec le fournisseur ou de non-paiement de toute nouvelle facture venue à échéance, la procédure prévue aux articles 32 à 35 sera poursuivie ou reprise en l'état. »;

d) l'article est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« En cas de conclusion d'un plan de paiement raisonnable entre un client et son fournisseur, la procédure de défaut de paiement est suspendue. ».

Art. 45. L'article 33bis est abrogé et après l'article 33 du même arrêté, il est inséré un nouvel article 33bis rédigé comme suit :

« Art. 33bis. Est raisonnable le plan de paiement qui tient compte des intérêts et situations des deux parties et permet concrètement au client d'apurer entièrement sa dette, c'est-à-dire qui tient compte des éléments objectifs tels que : le profil du client, le montant de sa dette, l'historique de son compte client. Si le client bénéficie de l'intervention du médiateur de dettes agréé ou du CPAS, une adaptation du plan de paiement proposé initialement par le fournisseur pourra être demandée par le médiateur de dettes agréé ou le CPAS dans le cadre de sa mission de respect de la dignité humaine.

A la demande du médiateur de dettes agréé ou du CPAS, la procédure de demande de placement d'un compteur à budget est suspendue le temps de l'analyse socio-budgétaire et de la négociation d'un plan de paiement raisonnable avec le fournisseur, qui ne peuvent pas excéder trente jours, par le CPAS ou par le médiateur de dettes agréé.

Tout accord ou modification du plan de paiement convenue d'un commun accord est notifiée au client par le fournisseur. ».

Art. 46. Dans le même arrêté, il est inséré un article 33ter rédigé comme suit :

« Art. 33ter. Le montant de la dette réclamée par le fournisseur au client dans le cadre de la procédure applicable au client résidentiel en cas de non paiement ou dans le cadre du placement du compteur à budget ne pourra excéder la somme des composantes suivantes :

1° le solde restant dû sur les factures échues;

2° l'éventuel montant de l'intérêt contractuel plafonné au taux légal;

3° les éventuels frais de recouvrement pour impayés plafonnés à 7,5 euros pour un courrier de rappel et 15 euros pour une lettre de mise en demeure. Les frais totaux réclamés pour l'envoi des courriers de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement ne peuvent pas excéder 55 euros par an et par énergie.

Dans tous les cas, aucun frais ne peut être réclamé pour un plan de paiement raisonnable conclu dans le cadre de la procédure prévue aux articles 32 à 35 du présent arrêté. ».

Art. 47. Dans le même arrêté, il est inséré un article 33quater rédigé comme suit :

« Art. 33quater. La cession par un fournisseur de toute créance ou le recouvrement par un tiers de celles-ci ne libère pas ce fournisseur de ses obligations envers son client. ».

Art. 48. A l'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le mot « Lorsqu' » est remplacé par les mots « Pour une dette de 100 euros au minimum et lorsqu' », les mots « ou qu'il n'a pas respecté un plan de paiement raisonnable ou le paiement d'une nouvelle échéance » sont insérés entre les mots « défaut de paiement » et les mots « , le fournisseur adresse », et les mots « Lorsque ce client est un client protégé, le fournisseur joint les documents visés à l'article 31 » sont remplacés par les mots « Cette demande est conditionnée par l'invitation faite par le fournisseur envers son client de le contacter en vue de conclure un plan de paiement raisonnable. Lorsque ce client est un client protégé, le fournisseur communique au gestionnaire de réseau de distribution les éléments attestant du statut du client. Dans ce cas, le client est transféré et alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution qui est chargé de le fournir et qui informe le client de ce transfert et de ses conséquences notamment en ce qui concerne le secours hivernal. Le Ministre de l'Energie détermine la procédure de transfert du client protégé déclaré en défaut de paiement vers son gestionnaire de réseau et les obligations qui en découlent. »;

2° au paragraphe 4, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le client peut justifier de son incapacité à être présent lors du placement du compteur à budget. Il en apporte la preuve par écrit au gestionnaire de réseau de distribution qui postpose la date du placement dudit compteur. Le client contacte son gestionnaire de réseau de distribution pour établir une nouvelle date de visite dans les 5 jours ouvrables suivants la date initialement proposée. »;

3° au paragraphe 4, alinéa 4, les mots « soit de planifier un nouveau rendez-vous en vue du placement du compteur à budget, soit » sont insérés entre les mots « est tenu » et les mots « de rétablir la fourniture »;

4° le paragraphe 5 est abrogé;

5° au paragraphe 6, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sur proposition de la CWaPE, le Ministre détermine le montant forfaitaire et les modalités de dédommagement du gestionnaire de réseau de distribution vers le fournisseur en cas de dépassement du délai de placement visé à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 49. Dans l'article 35, § 2, du même arrêté, les mots « d'électricité » sont remplacés par les mots « de gaz ».

Art. 50. A l'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le placement ou la réactivation du compteur à budget au domicile du client est gratuit pour toute demande introduite après l'entrée en vigueur de cet arrêté dans les cas suivants :

1° pour le client protégé;

- 2° pour le client non protégé qui a été déclaré en défaut de paiement par son fournisseur;
- 3° lorsque la demande de placement ou d'activation est soutenue par le CPAS;
- 4° lors d'un déménagement, lorsque le client avait un compteur à budget actif à son précédent domicile. »;
- 2° Le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 51. L'article 37 du même arrêté est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Lorsqu'un client dispose d'un compteur à budget activé, le fournisseur ne peut pas lui adresser de factures d'acomptes. ».

Art. 52. L'article 38 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La désactivation du compteur à budget est demandée par le fournisseur au gestionnaire de réseau de distribution, uniquement à la demande du client et à condition que ce dernier n'ait pas de dettes liées à sa consommation de gaz vis-à-vis de son fournisseur actuel. La désactivation du compteur à budget est gratuite pour le client. ».

Art. 53. Dans l'article 39 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Le nombre " 34 " est remplacé par le nombre " 32 ";
- 2° Les mots " peut être suspendue " sont remplacés par les mots " est suspendue ";
- 3° les mots « ou d'un accord des parties relatif à un plan de paiement raisonnable » sont insérés entre les mots « quant au paiement de la dette » et les mots « . Le non-respect »;
- 4° les mots « par recommandé » sont abrogés.

Art. 54. A l'article 40 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, à l'alinéa 4, les mots « de la facture liée à ces consommations » sont remplacés par les mots « de ces consommations ».

Art. 55. Dans le même arrêté, il est inséré après l'article 40*bis* une nouvelle section 3*ter* intitulée « Contestation de l'activation ou du placement d'un compteur à budget ».

Art. 56. Dans la section 3*ter*, inséré par l'article 56, il est inséré un article 40*ter* rédigé comme suit :

« Art. 40*ter*. Dans les dix jours de la mise en demeure visée à l'article 33, le client peut contester la procédure de placement du compteur à budget et saisir le service régional de médiation pour l'énergie.

La demande est introduite et instruite conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009 relatif au Service régional de médiation pour l'énergie.

Le service régional de médiation pour l'énergie peut suspendre la procédure de placement du compteur à budget pour permettre l'analyse, le cas échéant, en concertation avec le gestionnaire de réseau de distribution et le CPAS. ».

Art. 57. Les articles 44 à 47 du même arrêté, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure*

Art. 58. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure est remplacé par ce qui suit :

« arrêté du Gouvernement wallon relatif à la commission locale pour l'énergie ».

Art. 59. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « d'avis de coupure visée à l'article 46 du décret gaz » sont remplacés par les mots « pour l'énergie visée à l'article 33*ter* du décret électricité et à l'article 31*quater* du décret gaz; »;

b) le 3° est rétabli dans la rédaction suivante : « 3° « fournisseur social » : gestionnaire de réseau de distribution assurant la fourniture d'électricité ou de gaz au client protégé conformément à l'article 33*bis* du décret électricité ou 31*ter* du décret gaz; »;

c) le 4° est rétabli dans la rédaction suivante :

« 4° « guidance sociale énergétique » : guidance visée aux articles 33*quater* du décret électricité et 31*quinquies* du décret gaz. »;

d) le 4°*bis* est abrogé.

Art. 60. A l'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les mots « l'aide » sont remplacés par les mots « l'action ».

Art. 61. L'article 3 du même arrêté est abrogé.

Art. 62. L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. La commission se réunit :

1° soit à la demande du fournisseur social en ce qui concerne la fourniture minimale garantie à un client protégé en défaut récurrent de paiement conformément à l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

2° soit à la demande du fournisseur social en ce qui concerne l'aide hivernale;

3° soit à la demande du fournisseur social en cas de perte de statut du client protégé.

La demande, accompagnée d'une note justificative, est adressée par courrier au président de la commission de la commune dans laquelle le client est domicilié.

La demande visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, précise le relevé des consommations et des dettes liées à la fourniture minimale garantie.

Le président convoque une réunion de la commission. La convocation aux membres de la commission et au client inclut la demande et les annexes. Le président rappelle la procédure et permet au client d'être entendu et de se faire assister ou représenter par la personne de son choix.

La réunion, qui peut être réalisée sous forme de téléconférence sous réserve de l'accord des différents membres de la commission, a lieu dans le mois qui suit le mois de la saisine.

Le gestionnaire de réseau met en œuvre les moyens nécessaires pour connaître les index récents du client.

Parallèlement, le CPAS met tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné dans les meilleurs délais. ».

Art. 63. A l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans les trente-cinq jours de la saisine » sont remplacés par les mots « au cours de la réunion visée à l'article 4 »;

2° à l'alinéa 4, les mots « au centre public d'action sociale et au gestionnaire de réseau de distribution, par le président » sont remplacés par les mots « et au gestionnaire de réseau de distribution auquel le client est connecté ».

Art. 64. A l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le mot « Si » est remplacé par les mots « Pour les demandes visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, si »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « coupure » est remplacé par les mots « fourniture minimale garantie », les mots « l'article 45 du décret » sont remplacés par les mots « l'article 33^{quater} du décret électricité »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « gestionnaire de réseau et, le cas échéant, fournisseur visé à l'article 2 » sont remplacés par les mots « fournisseur social. Si le client ne s'engage pas à respecter le plan de remboursement ou ne respecte pas son engagement, le gestionnaire de réseau de distribution peut procéder à la suspension de la fourniture minimale garantie. Dans ce cas, le fournisseur social adresse un courrier au client l'informant de la date de suspension de la fourniture minimale garantie. La suspension de la fourniture minimale garantie ne peut subvenir avant un délai de cinq jours à dater de cette notification. »;

4° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « , au centre public d'action sociale et au gestionnaire de réseau de distribution » sont remplacés par les mots « et au fournisseur social »;

5° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « l'article 45 du décret » sont remplacés par les mots « l'article 33^{quater} du décret électricité »;

6° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « Le gestionnaire de réseau introduit à la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologie, de la Recherche et de l'Energie » sont remplacés par les mots « Le fournisseur social introduit à l'Administration » et les mots « gestionnaire de réseau, et le cas échéant, du fournisseur visé à l'article 3 » sont remplacés par les mots « fournisseur social ».

Art. 65. L'article 6*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6*bis*. La commission se réunit :

1° soit à la demande du fournisseur social en ce qui concerne l'aide hivernale visée à l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

2° soit à la demande du fournisseur social en cas de perte de statut du client protégé.

La demande, accompagnée d'une note justificative, est adressée par courrier au président de la commission de la commune dans laquelle le client est domicilié.

La demande visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, précise le relevé des consommations et des dettes liées à l'aide hivernale. Lorsque le fournisseur social a été amené à délivrer l'aide hivernale, il joint une note justifiant le calcul des kWh octroyés.

Le président convoque une réunion de la commission. La convocation aux membres de la commission et au client inclut la demande et les annexes. Le président rappelle la procédure et permet au client d'être entendu et de se faire assister ou représenter par la personne de son choix.

La réunion, qui peut être réalisée sous forme de téléconférence sous réserve de l'accord des différents membres de la commission, a lieu dans le mois qui suit le mois de la saisine. Le gestionnaire de réseau de distribution met en œuvre les moyens nécessaires pour connaître les index récents du client.

Parallèlement le CPAS met tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné dans les meilleurs délais. ».

Art. 66. A l'article 6*ter* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « trente-cinq jours de la saisine » sont remplacés par les mots « au cours de la réunion visée à l'article 6*bis* »;

2° à l'alinéa 4, les mots « au centre public d'action sociale et au gestionnaire de réseau de distribution, par le président de la commission » sont remplacés par les mots « et au gestionnaire de réseau de distribution auquel le client est connecté ».

Art. 67. A l'article 6*quater* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les demandes visées à l'article 6*bis*, alinéa 1^{er}, 1°, si la commission remet un avis mettant fin à l'aide hivernale, celle-ci peut survenir au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission. Le procès-verbal de la commission mentionnant la date de la fin de l'aide hivernale est notifié au client. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « défavorable à la suspension de la fourniture » sont remplacés par les mots « favorable à la poursuite de l'aide hivernale » et les mots « l'article 45 du décret organisant le marché régional du gaz » sont remplacés par les mots « l'article 31*quinquies* du décret gaz »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « suspension de fourniture » sont remplacés par les mots « fin de l'aide hivernale »;

4° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « gestionnaire de réseau de distribution » sont remplacés par les mots « fournisseur social », les mots « suspension de fourniture » sont remplacés par les mots « fin de l'aide hivernale » et les mots « La suspension ne peut survenir » sont remplacés par les mots « La fin de l'aide hivernale ne peut survenir »;

5° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « gestionnaire de réseau de distribution » sont remplacés par les mots « fournisseur social »;

6° au paragraphe 3, les mots « Le gestionnaire de réseau introduit à la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie » sont remplacés par les mots « Le fournisseur social introduit à l'Administration ».

Art. 68. L'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit « En matière de perte de statut et en matière de fourniture d'électricité et de gaz ».

Art. 69. L'article 6quinquies du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 6quinquies. § 1^{er}. La Commission se réunit à chaque demande du fournisseur social introduite en application des articles 27, § 4, de l'arrêté relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et 31, § 4, de l'arrêté relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz. La demande est adressée par courrier au président de la commission de la commune dans laquelle le client est domicilié. Elle est accompagnée d'une note justificative attestant du fait que le gestionnaire de réseau de distribution a bien respecté la procédure prévue aux articles précités et que le client n'a pas conclu de contrat avec un fournisseur dans le délai requis.

Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, le président convoque une réunion de la commission et joint la demande du fournisseur social et les annexes aux membres de la commission. Dans le même délai, la convocation et l'annexe sont également adressées par courrier au client protégé. Le président rappelle la procédure et invite le client à faire usage de son droit d'être entendu, et de se faire assister ou représenter par la personne de son choix. La réunion a lieu dans le mois qui suit le mois de la saisine.

Parallèlement et dans la mesure du possible, le CPAS prend contact avec le client concerné dans les meilleurs délais.

§ 2. Si la commission confirme la perte de la qualité du statut de client protégé, la commission remet un avis favorable à la suspension de la fourniture de gaz ou d'électricité par le fournisseur social, qui peut avoir lieu uniquement si la procédure de régularisation prévue au paragraphe 3 échoue. La décision est envoyée par recommandé au client, et est notifiée au centre public d'action sociale ainsi qu'au fournisseur social dans les 7 jours ouvrables qui suivent la réunion.

§ 3. Dans le cas où la commission remet un avis favorable à la suspension de la fourniture, le gestionnaire de réseau de distribution se rend, dans les quinze jours ouvrables de la date d'envoi du recommandé, au domicile du client concerné afin de régulariser sa situation.

Le gestionnaire de réseau de distribution soumet au client concerné un formulaire de régularisation comprenant les options suivantes :

1° si le client a signé un contrat de fourniture, l'obligation pour le client de compléter le formulaire avec l'identité du fournisseur;

2° si le client ne dispose pas d'un contrat de fourniture, l'engagement du client à conclure un contrat de fourniture avec un fournisseur dans les dix jours. Dans ce cas, le formulaire précise qu'à défaut de communication de l'identité du fournisseur endéans ce délai, son point d'alimentation pourra être coupé.

Si le client est absent lors de la visite du gestionnaire de réseau de distribution, un avis de passage informant la date et heure d'un nouveau passage du gestionnaire de réseau de distribution dans un délai de quinze jours afin de procéder à la régularisation est déposé au domicile du client. Cet avis de passage mentionne, notamment, les conséquences de l'absence de réaction du client endéans le délai requis.

§ 4. Si le client refuse de compléter et de signer le formulaire de régularisation, ou en l'absence de réaction du client, ou en cas de non-respect de l'engagement du client, la procédure de régularisation est alors considérée en échec et le gestionnaire de réseau de distribution peut procéder à la suspension de la fourniture d'énergie. ».

Art. 70. A l'article 6sexies, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008, les mots « de gaz » sont remplacés par les mots « de l'aide hivernale en gaz ».

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 71. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Les articles 129, 130, 131, 132, 159, 160, 161, 162 du décret du 19 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement entrent en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Art. 72. Par dérogation à l'article 71, les dispositions prévues au 4° de l'article 18, alinéa 1^{er}, et au 5° de l'article 48, alinéa 1^{er}, entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du MIG6. Le Ministre de l'Energie publie un avis au *Moniteur belge* qui mentionne la date d'entrée en vigueur du MIG6.

Art. 73. Le Ministre de l'Energie détermine les dispositions transitoires applicables aux situations dans lesquelles les clients sont alimentés par le gestionnaire de réseau dans l'attente de la régularisation d'une procédure de placement d'un compteur à budget initiée avant l'entrée en vigueur des dispositions prévues au 4° de l'article 18, alinéa 1^{er}, et au 5° de l'article 48, alinéa 1^{er} ».

Art. 76. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 19 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205218]

19. JULI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 33 bis 34*bis*, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und durch das Dekret vom 11. April 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 31*bis* bis 33*bis*, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und durch das Dekret vom 21. Mai 2015;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 3. März 2008 zur Festlegung der Verfahren für die Installation eines Budgetzählers für Elektrizität und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion, durch den der Ministerielle Erlass vom 23. Juni 2006 aufgehoben wird;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 3. März 2008 zur Festlegung der Verfahren für die Installation eines Budgetzählers für Gas und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion;

Aufgrund der am 6. April 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund der Stellungnahme Nr. CD-16f16-CWaPE-1593 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie") vom 24. Juni 2016;

In Erwägung der Stellungnahme der Vereinigung der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region ("Union des Villes, communes et Provinces de la Région wallonne") vom 13. Juni 2016;

In Erwägung der Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie (Conseil économique et social de la Wallonie) vom 20. Juni 2016;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 5. März 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 62.937/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt

Artikel 1 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 6 wird aufgehoben;

b) unter Ziffer 10 wird die Wortfolge "(EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 betreffend die statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft," durch die Wortfolge "(EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 zur Aufstellung der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige NACE Revision 2 und zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates sowie einiger Verordnungen der EG über bestimmte Bereiche der Statistik" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 3 Absatz 2 Ziffer 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge "des Umzugsformulars, das der Anbieter erstellt und die CWaPE für rechtsgültig erklärt hat, oder gegebenenfalls das Formular, das die CWaPE ausgestellt hat" durch die Wortfolge "des von der CWaPE nach Konsultierung der sonstigen regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 4 § 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Buchstabe n) wird die Wortfolge "des Umzugsformulars vom Anbieter anfordern, das die CWaPE für rechtsgültig erklärt hat, oder gegebenenfalls durch die CWaPE ausgestellt wurde" durch die Wortfolge "des von der CWaPE nach Konsultierung der sonstigen regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars vom Anbieter anfordern" ersetzt;

2° in Buchstabe o) wird die Wortfolge "über Verbraucherrechte," zwischen die Wortfolge "bei denen sie" und die Wortfolge "über bestehende Maßnahmen" eingefügt;

3° ergänzend wird ein Buchstabe p) mit folgendem Wortlaut angefügt:

"p) den Hinweis auf die Möglichkeit, die Endabrechnung von dem Lastschriftverfahren auszunehmen."

4° der Paragraph wird um einen Buchstaben q) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"q) den Hinweis, dass der Vertrag nichtig ist, wenn dieser im Laufe des in Abschnitt 3 des Kapitels IV vorgesehenen, von einem anderen Versorger eingeleiteten Verfahrens abgeschlossen wird."

Art. 4 - In Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge „, dies unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 28“ gestrichen;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge „Das Bestehen“ durch die Wortfolge „Die Tatsache, geschützter Kunde zu sein bzw. gewesen zu sein, das Bestehen“ ersetzt und die Wortfolge „eines solchen Status oder“ zwischen die Wortfolge „bei Nichtvorhandensein“ und die Wortfolge „der Budgetzähler“ eingefügt;

3° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Von der in Absatz 1 vorgesehenen Bestimmung bleibt das Recht des Versorgers unberührt, von dem Kunden, der demselben Versorger bereits Zahlungen schuldet, die Tilgung dieser Schuld zu verlangen, bevor er sich auf den Abschluss eines neuen Vertrags einlässt.“

Art. 5 - In Artikel 6*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge „ist der Anbieter für den betreffenden Anschluss bis zu 30 Kalendertage nach dem Antrag verantwortlich, gemäß Artikel 22*bis*, Absatz 1“ durch die Wortfolge „bleibt der Anbieter für den betreffenden Versorgungsanschluss für eine Frist, die vom Minister auf dreißig bis hundertzwanzig Tage nach seinem Antrag gemäß Artikel 22*bis*, Absatz 1 festgesetzt wird, verantwortlich“ ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 7 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Ziffer 4 wird die Wortfolge „, wobei angegeben wird, ob es sich bei dieser Anzahl um eine Einschätzung handelt oder nicht“ nach der Wortfolge „pro Zeitabschnitt“ eingefügt;

2° in Paragraf 1 Ziffer 9 wird die Wortfolge „, auf der Grundlage des durchschnittlichen Preises der grünen Bescheinigungen während der vier vorherigen Quartale, so wie von der CWaPE veröffentlicht, multipliziert mit der gelieferten Strommenge“ gestrichen;

3° in Paragraf 1 Ziffer 16 wird die Wortfolge „des Umzugsformulars, das vom Anbieter ausgestellt und durch die CWaPE für rechtsgültig erklärt wurde oder gegebenenfalls ein von der CWaPE ausgestelltes Formular“ durch die Wortfolge „eines von der CWaPE nach Konsultierung der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars“ ersetzt;

4° in Paragraf 1 Ziffer 17 wird die Wortfolge „über Verbraucherrechte,“ zwischen die Wortfolge „bei denen sie Informationen“ und die Wortfolge „über bestehende Maßnahmen“ eingefügt;

5° Paragraf 1 wird um eine Ziffer 18 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„18° ggf. der Hinweis, dass die Berechnung auf Basis des Sozialtarifs erfolgt.“;

6° in Paragraf 2 Ziffer 8 wird die Wortfolge „des Umzugsformulars, das vom Anbieter ausgestellt und durch die CWaPE für rechtsgültig erklärt wurde oder gegebenenfalls ein von der CWaPE ausgestelltes Formular“ durch die Wortfolge „eines von der CWaPE nach Konsultierung der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars“ ersetzt;

7° in Paragraf 2 Ziffer 9 wird die Wortfolge „über Verbraucherrechte,“ zwischen die Wortfolge „bei denen sie Informationen“ und die Wortfolge „über bestehende Maßnahmen“ eingefügt;

8° § 2 wird um eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„10° ggf. der Hinweis, dass die Berechnung auf Basis des Sozialtarifs erfolgt.“;

9° in Paragraf 3 wird Absatz 1 um die Wortfolge „Wenn der Budgetzähler aktiv ist, werden das Datum der Aufladungen und die aufgeladenen Beträge als Anlage zur Endabrechnung beigefügt.“ ergänzt.

Art. 7 - In Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 3 wird um die Wortfolge „, außer in den in Artikel 34 § 2 erwähnten Fällen“ ergänzt;

2° § 4 wird aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 17 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge „oder in den Zeitfenstern, in denen nach Schätzung der CWaPE eine als gleichwertig anerkannte Dienstleistung angeboten wird“ zwischen die Wortfolge „während der Öffnungszeiten“ und die Wortfolge „, aufgeladen werden können“ eingefügt.

Art. 9 - In Artikel 24*bis* Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird die Wortfolge „unter Einhaltung der Tarifmethodik“ zwischen die Wortfolge „ingespeisten Mengen“ und die Wortfolge „in Anspruch zu nehmen“ eingefügt.

Art. 10 - In Artikel 26 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird „ § 1. “ vor „In Übereinstimmung“ eingefügt, „Artikel 9“ durch „Artikel 33*bis*“ und „ist der Betreiber des Verteilernetzes dazu ermächtigt, dem geschützten Kunden Strom zum Sozialtarif zu liefern“ durch „liefert der Betreiber des Verteilernetzes dem geschützten Kunden Strom zum Sozialtarif“ ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort „Hierzu“ durch das Wort „Gegebenenfalls“ ersetzt;

3° in Absatz 3 wird das Zeichen „:“ durch das Zeichen „.“ ersetzt und werden die Ziffern 1 und 2 gestrichen;

4° es wird ein Paragraf 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„ § 3. Für die in Artikel 33 § 1 Ziffer 2 und § 2 des Dekrets genannten geschützten Kunden, und außer wenn der Kunde beantragt, zum Handelstarif von einem Stromversorger seiner Wahl versorgt zu werden, benachrichtigt der Versorger unverzüglich den Betreiber des Verteilernetzes, der als sozialer Versorger innerhalb einer Frist von maximal 30 Tagen nach dem vom kommerziellen Stromversorger eingereichten Antrag den Kunden übernimmt und diesen Kunden über diese Übernahme und deren Folgen, insbesondere was die garantierte Mindeststromversorgung betrifft, informiert.“.

Art. 11 - In Artikel 27 desselben Erlasses wird ein neuer § 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 2bis. Meldet sich ein geschützter Kunde nach Artikel 33 § 1 Ziffer 2 des Dekrets telefonisch bei dem Versorger, so fordert dieser den Kunden auf, mit dem Betreiber seines Verteilernetzes Kontakt aufzunehmen. Meldet sich der geschützte Kunde schriftlich bei dem Versorger, so setzt dieser den Kunden schriftlich davon in Kenntnis, dass er angesichts seines Status als geschützter Kunde nach Artikel 33 § 1 Ziffer 2 des Dekrets und der in den Dekreten vorgesehenen Bestimmungen seinen Antrag an den Betreiber seines Verteilernetzes weitergeleitet hat. Der Versorger teilt dem Kunden die Kontaktdaten des Verteilernetzbetreibers mit."

Art. 12 - Artikel 28 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 13 - In Artikel 29 § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Absatz 1 wird die Wortfolge ", die nicht unter fünfzehn Tagen nach Ausstellung der Rechnung liegen darf," zwischen die Wortfolge "der vorgesehenen Frist" und die Wortfolge "nicht beglichen hat," eingefügt;

b) in Absatz 1 wird Ziffer 1 um die Wortfolge ", damit diese dabei der Finanzlage des Kunden sowie der Höhe der zu begleichenden Schuld und dem betroffenen Zeitraum Rechnung tragen kann" ergänzt;

c) in Absatz 1 wird Ziffer 2 um die Wortfolge ", insbesondere im Hinblick auf die Vereinbarung eines zumutbaren Zahlungsplans" ergänzt;

d) er wird um einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Die in Paragraf 1 vorgesehenen Fristen stehen der Möglichkeit für einen Versorger, weitere zum Zeitpunkt der Einsendung der Mahnung nicht fällige Rechnungen sofort fällig zu stellen, nicht entgegen. Die Beträge dieser weiteren Rechnungen werden in das im vorliegenden Abschnitt vorgesehene Verfahren aufgenommen.

Ist eine solche Regel in den allgemeinen Bedingungen des Versorgers vorgesehen, so wird im Mahnungsschreiben ausdrücklich darauf hingewiesen.

Diese Regel findet keine Anwendung, wenn der Kunde einen Zahlungsplan vereinbart und befolgt."

Art. 14 - In Artikel 30 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Absatz 1 Ziffer 4 wird das Wort "zumutbaren" zwischen "zur Vereinbarung eines" und "Zahlungsplans" eingefügt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "Der Anbieter" durch die Wortfolge "Der Versorger" und das Wort "Einschreiben" durch das Wort "Post" ersetzt, und am Ende des Absatzes die Wortfolge ", falls der Schuldbetrag, einschließlich aller Steuern, höher ist als 100 Euro für die Stromrechnung bzw. 200 Euro für Strom und Gas insgesamt im Falle einer kombinierten Rechnung und der Kunde auf die Aufforderung des Versorgers, ihn zu kontaktieren, um einen zumutbaren Zahlungsplan zu vereinbaren, nicht reagiert bzw. den mit dem Versorger vereinbarten zumutbaren Plan nicht befolgt" angefügt;

c) der Artikel wird um einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Im Mahnungsschreiben werden die geforderten Beträge und die betroffenen Rechnungen aufgeführt. Es informiert den Kunden über sein Recht, einen zumutbaren Zahlungsplan zu verhandeln und auf die Unterstützung des ÖSHZ bzw. der Schuldenvermittlungsstelle zurückzugreifen. Im Schreiben wird darauf hingewiesen, dass beim Ausbleiben einer Reaktion des Kunden auf die Aufforderung des Versorgers, einen zumutbaren Zahlungsplan zu vereinbaren, bei Nichtbefolgung des mit dem Versorger vereinbarten zumutbaren Zahlungsplans oder bei Nichtzahlung jedweder weiteren fällig gewordenen Rechnung, das in den Artikeln 29 bis 33 vorgesehene Verfahren fortgesetzt oder im jeweils aktuellen Stadium wieder aufgenommen sein wird."

d) der Artikel wird um einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Im Falle der Vereinbarung eines vermutbaren Zahlungsplans zwischen einem Kunden und seinem Versorger wird das Verfahren bei Nichtzahlung ausgesetzt."

Art. 15 - In denselben Erlass wird ein Artikel 30bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 30bis - Als zumutbar gilt der Zahlungsplan, der den Interessen und Lagen beider Parteien Rechnung trägt und es dem Kunden konkret ermöglicht, seine Schuld vollständig zu begleichen, d.h. objektive Elemente berücksichtigt, wie z.B.: das Kundenprofil, die Höhe seiner Schuld, den Verlauf seines Kundenkontos. Steht dem Kunden der zugelassene Schuldenvermittler bzw. das ÖSHZ zur Seite, so kann der zugelassene Schuldenvermittler bzw. das ÖSHZ im Rahmen seiner Aufgabe zur Wahrung der Menschenwürde um eine Anpassung des ursprünglich vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplans bitten.

Auf Anfrage des zugelassenen Schuldenvermittlers bzw. des ÖSHZ wird das Antragsverfahren für die Installierung eines Budgetzählers während des Zeitraums ausgesetzt, der für die vom ÖSHZ bzw. zugelassenen Schuldenvermittler vorgenommene soziale Finanzmittelanalyse und Verhandlung eines zumutbaren Zahlungsplans mit dem Versorger, die dreißig Tage nicht überschreiten dürfen, erforderlich ist.

Der Versorger notifiziert dem Kunden jede Einigung oder im Einvernehmen vereinbarte Änderung des Zahlungsplans."

Art. 16 - In denselben Erlass wird ein Artikel 30ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 30ter - Die Höhe des Schuldbetrags, den der Versorger im Rahmen des auf die Haushaltskunden anwendbaren Verfahrens bei Nichtzahlung oder im Rahmen der Installierung des Budgetzählers vom Kunden fordert, darf die Summe der folgenden Bestandteile nicht überschreiten:

1° geschuldeter Restbetrag für die fälligen Rechnungen;

2° Betrag der eventuell zu zahlenden, vertraglich festgesetzten Verzugszinsen, begrenzt auf den gesetzlichen Zinssatz;

3° eventuelle Beitreibungskosten für unbeglichene Forderungen, begrenzt auf 7,5 Euro für ein Erinnerungsschreiben und 15 Euro für ein Mahnungsschreiben. Die für die Einsendung der Erinnerungs- und Mahnungs- bzw. Inverzugsetzungsschreiben geforderten Gesamtkosten dürfen 55 Euro pro Jahr und Energieart nicht überschreiten.

Auf jeden Fall dürfen keine Kosten für einen zumutbaren Zahlungsplan gefordert werden, der im Rahmen des in den Artikeln 29 bis 33 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Verfahrens vereinbart wurde."

Art. 17 - In denselben Erlass wird ein Artikel *30quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *30quater* - Die Abtretung jedweder Forderung durch einen Versorger oder die Beitreibung einer solchen durch einen Dritten entbindet diesen Versorger nicht von seinen Verpflichtungen seinem Kunden gegenüber."

Art. 18 - In Artikel 31 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird das Wort "Wenn" durch die Wortfolge "Für einen Schuldbetrag von mindestens 100 Euro und wenn" ersetzt, die Wortfolge "oder sich an einen zumutbaren Zahlungsplan oder an ein neues Fälligkeitsdatum nicht gehalten hat" zwischen die Wortfolge "eines Betrags schuldig erklärt wird" und die Wortfolge ", sendet der Versorger" eingefügt, und die Wortfolge "Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, fügt der Versorger die in Artikel 27 erwähnten Unterlagen bei" durch die Wortfolge "Dieser Antrag erfolgt unter der Bedingung, dass der Versorger seinen Kunden aufgefordert hat, mit ihm Kontakt aufzunehmen, um mit dem Kunden oder ggf. mit dem ÖSHZ oder der zugelassenen Schuldenvermittlungsstelle einen zumutbaren Zahlungsplan zu vereinbaren. Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, übermittelt der Versorger dem Betreiber des Verteilernetzes die Elemente zum Nachweis des Kundenstatus. In diesem Fall wird der Kunde vom Betreiber des Verteilernetzes übernommen und beliefert, wobei dieser den Kunden über die Übernahme und deren Folgen, insbesondere was die garantierte Mindeststromversorgung betrifft, informieren wird. Der Minister für Energie bestimmt das Verfahren zur Übernahme des geschützten Kunden, der als eines Betrags schuldig erklärt wurde, durch seinen Netzbetreiber und die sich daraus ergebenden Pflichten" ersetzt;

2° in Paragraph 4 wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Kunde kann die Begründung vorbringen, dass er nicht in der Lage ist, bei der Installation des Budgetzählers anwesend zu sein. Den schriftlichen Nachweis dafür erbringt er dem Betreiber des Verteilernetzes, der das Datum für die Installation des besagten Zählers verschiebt. Der Kunde kontaktiert den Betreiber seines Verteilernetzes, um einen neuen Besuchstermin in den nächsten 5 Werktagen nach dem Datum, das ursprünglich vorgeschlagen wurde, festzusetzen;"

3° in Paragraph 4 Absatz 4 wird die Wortfolge "entweder einen neuen Termin für die Installation des Budgetzählers zu planen, oder" zwischen die Wortfolge "ist verpflichtet," und die Wortfolge "innerhalb 10 Tagen" eingefügt;

4° in Paragraph 5 wird die Wortfolge "Sollte diese Frist überschritten werden, hat dies die Einstellung des Versorgungsvertrages und innerhalb dieser Sperrung die vorübergehende Substitution des Betreibers des Verteilernetzes durch den Anbieter zur Folge." durch die Wortfolge "Auf Vorschlag der CWaPE bestimmt der Minister den Pauschalbetrag und die Modalitäten der Entschädigungsleistung des Betreibers des Verteilernetzes zugunsten des Versorgers im Falle einer Überschreitung der in Absatz 1 genannten Installationsfrist." ersetzt.

Art. 19 - In Artikel 34 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2 Die Installation bzw. Reaktivierung des Budgetzählers am Wohnsitz des Kunden ist für jeden Antrag, der nach dem Inkrafttreten dieses Erlasses eingereicht wurde, und in den folgenden Fällen kostenlos:

1° für den geschützten Kunden;

2° für den nicht geschützten Kunden, der von seinem Versorger als eines Betrags schuldig erklärt wurde;

3° wenn der Antrag auf Installation bzw. Aktivierung vom ÖSHZ vermittelt wird;

4° bei einem Umzug, wenn der Kunde einen aktiven Budgetzähler an seinem bisherigen Wohnsitz hatte;"

2° § 3 wird aufgehoben.

Art. 20 - Artikel 35 desselben Erlasses wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Kunde über einen aktivierten Budgetzähler verfügt, darf der Versorger ihm keine Anzahlungsrechnungen zusenden."

Art. 21 - Artikel 36 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Deaktivierung des Budgetzählers wird vom Versorger beim Betreiber des Verteilernetzes beantragt, und zwar nur auf Anfrage des Kunden und unter der Bedingung, dass Letzterer seinem bisherigen Versorger gegenüber keine Schulden im Zusammenhang mit seinem Stromverbrauch hat. Die Deaktivierung des Zählers ist für den Kunden kostenlos."

Art. 22 - In Artikel 37 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Zahl "31" wird durch die Zahl "29" ersetzt;

2° die Wortfolge "kann zu jeder Zeit aufgehoben werden" durch die Wortfolge "wird zu jeder Zeit aufgehoben" ersetzt;

3° die Wortfolge "oder einer Einigung zwischen den Parteien über einen zumutbaren Zahlungsplan" wird zwischen die Wortfolge "bezüglich der Zahlung der Schuld" und die Wortfolge ". Die Nicheinhaltung" eingefügt;

4° die Wortfolge "per Einschreiben" wird gestrichen.

Art. 23 - In der Überschrift des Abschnitts *3bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge "nicht geschützten" gestrichen.

Art. 24 - In Artikel *37bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird die Wortfolge "nicht geschützten" gestrichen;

2° in Absatz 3 werden die Wortfolge "nicht geschützte" und die Wortfolge "und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigem Einkommen oder als Verbraucher in prekären Verhältnissen im Sinne des Artikels 20 § 2 des Gesetzes vom 29. April 1999 hinsichtlich der Organisation des Elektrizitätsmarktes gelten" gestrichen;

3° in Absatz 4 wird die Wortfolge "Fünfzehn Tage" durch die Wortfolge "Mindestens einen Monat" und die Wortfolge "innerhalb von sechzig Werktagen einen Liefervertrag im Anschluss an das Ende der Sperrfrist für eine Einstellung der Stromversorgung" durch die Wortfolge "am Ende der Sperrfrist für eine Einstellung der Stromversorgung einen Liefervertrag" ersetzt.

Art. 25 - In Kapitel 4 desselben Erlasses wird ein Abschnitt 3ter, der den Artikel 37ter enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 3ter Anfechtung der Aktivierung oder der Installation eines Budgetzählers

Art. 37ter Binnen zehn Tagen nach der in Artikel 30 genannten Mahnung kann der Kunde das Verfahren zur Installation oder Aktivierung des Budgetzählers anfechten und den regionalen Mediationsdienst für Energie anrufen.

Der Antrag wird gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie eingereicht und untersucht.

Der regionale Mediationsdienst für Energie kann, gegebenenfalls in Absprache mit dem Betreiber des Verteilernetzes und dem ÖSHZ, das Verfahren zur Installation des Budgetzählers aussetzen, um die Analyse zu ermöglichen".

Art. 26 - Artikel 38 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 38 - § 1. Die Versorgung des mit einem Budgetzähler versehenen geschützten Kunden wird von dem Verteilernetzbetreiber des Kunden gewährleistet.

Wird auf Antrag des ÖSHZ die Leistungsbegrenzungsfunktion des Budgetzählers aktiviert, so setzt der Betreiber des Verteilernetzes den Kunden ausdrücklich davon in Kenntnis, dass diese garantierte minimale Liefermenge zu seinen Lasten geht und ihm angerechnet wird. Der geschützte Kunde, der seinen Budgetzähler nicht speist, erhält dementsprechend die garantierte minimale Liefermenge, deren Leistung auf zehn Ampere festgelegt wird. Diese wird während sechs Monaten ab der Inbetriebsetzung des Leistungsbegrenzers gewährleistet.

§ 2. Nachdem der Betreiber des Verteilernetzes festgestellt hat, dass ein geschützter Kunde mit Budgetzähler, dessen Begrenzungsfunktion aktiviert worden ist, nach einem Zeitraum von drei aufeinanderfolgenden Monaten keine Beträge von mehr als 10 Euro aufgeladen hat, erstellt er eine Rechnung in Bezug auf die garantierte Mindestversorgung des betroffenen Kunden. Der Schwellenwert für den aufzuladenden Mindestbetrag kann gegebenenfalls von der CWaPE im Einvernehmen mit den ÖSHZ und den Verteilernetzbetreibern revidiert werden.

Falls der Verteilernetzbetreiber nicht über die Zählerstände des Kunden verfügt, sendet er ihm, um diese Rechnung zu erstellen, ein Schreiben zu, in dem er ihn darum bittet, innerhalb von 15 Tagen entweder seine Zählerstände zu übermitteln, oder seine Vorauszahlungskarte in seinen Zähler und danach in eine Ladestation einzuführen. Der Netzbetreiber weist ebenfalls darauf hin, dass es ihm bei seiner Bitte darum geht, die Rechnung für seinen Verbrauch mit dem Leistungsbegrenzer zu erstellen.

Nach Ablauf dieser Frist stellt der Verteilernetzbetreiber die Rechnung des Kunden für seinen Verbrauch mit dem Leistungsbegrenzer aus und sendet sie ihm zu. Ist es dem Verteilernetzbetreiber nicht gelungen, die Information über den tatsächlichen Verbrauch des Kunden zu erhalten, so beruht die Rechnung auf einer Einschätzung des Kundenverbrauchs. Bei dieser Einschätzung des Verbrauchs und erst recht des Schuldbetrags im Rahmen der garantierten Mindestversorgung werden die durch die letzte Aufladung der Karte verfügbar gemachten Informationen, aber auch das bisherige Kundenprofil berücksichtigt. Diese Rechnung enthält neben den in Artikel 7 vorgesehenen Angaben den Hinweis, dass die Rechnung sich auf den Verbrauch mit Leistungsbegrenzer bezieht.

§ 3. Wenn der Kunde am Ende der Zahlungsfrist seine Rechnung nicht bezahlt hat oder zu keiner Einigung über die Zahlung der rückständigen Beträge im Zusammenhang mit der garantierten minimalen Liefermenge gekommen ist, sendet der Netzbetreiber ihm ein Erinnerungsschreiben zu. Dieses Erinnerungsschreiben umfasst mindestens die in Artikel 29 § 1 Absatz 1 Ziffer 1, 2 und 4 vorgesehenen Angaben.

Ist der Kunde am Ende der im Erinnerungsschreiben festgehaltenen Frist zu keiner Einigung über die Zahlung gekommen, so sendet der Netzbetreiber ihm ein Mahnungsschreiben. Durch dieses Schreiben wird er vom weiteren Verfahren und insbesondere davon unterrichtet, dass er in Ermangelung einer binnen fünfzehn Tagen nach Einsendung der Mahnung vorgeschlagenen Lösung wiederholt als eines Betrags schuldig gelten wird und dass die lokale Kommission für Energie mit der Angelegenheit befasst wird, um insbesondere darüber zu befinden, ob die garantierte minimale Liefermenge weiterhin in Anspruch genommen werden darf oder nicht.

Der Netzbetreiber übermittelt dem ÖSHZ des Kunden die Abschrift des im vorstehenden Absatz genannten Schreibens."

Art. 27 - Artikel 39 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 39 - Wenn der geschützte Kunde innerhalb von fünfzehn Tagen nach Einsendung der Mahnung keine Lösung gefunden hat oder wenn er die Vereinbarung bezüglich der Zahlung der rückständigen Beträge im Zusammenhang mit der garantierten minimalen Liefermenge nicht einhält, stuft der Netzbetreiber ihn als wiederholt eines Betrags schuldig ein und ruft die Kommission an.

Das ÖSHZ kann jederzeit beantragen, dass der Leistungsbegrenzer des Kunden deaktiviert wird.

Der geschützte Kunde kann bei seinem Verteilernetzbetreiber beantragen, dass der Leistungsbegrenzer deaktiviert wird, sobald er die rückständigen Beträge im Zusammenhang mit der garantierten minimalen Liefermenge beglichen hat.

Das in den Artikeln 38 und 39 vorgesehene Verfahren wird eingestellt, sofern der Kunde die Rechnung(en) in Bezug auf die garantierte minimale Liefermenge begleicht."

Art. 28 - In Kapitel IV Abschnitt 4 desselben Erlasses wird Unterabschnitt 2, der den Artikel 40 umfasst, aufgehoben.

Art. 29 - In Kapitel IV Abschnitt 4 desselben Erlasses wird Unterabschnitt 3, der den Artikel 41 umfasst, aufgehoben.

Art. 30 - In Kapitel V Artikel 43 wird in Paragraph 3 eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: "6° jede weitere, von der CWaPE bestimmte aggregierte Angabe."

Art. 31 - Die Artikeln 45 bis 47 desselben Erlasses, eingefügt und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2006, werden aufgehoben.

Art. 32 - Im Titel von Kapitel VI desselben Erlasses wird die Wortfolge "Übergangs- und" gestrichen.

KAPITEL II — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt*

Art. 33 - In Artikel 2 Ziffer 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt wird die Wortfolge "(EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 betreffend die statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft" durch die Wortfolge "(EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 zur Aufstellung der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige NACE Revision 2 und zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates sowie einiger Verordnungen der EG über bestimmte Bereiche der Statistik" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 3 Absatz 2 Ziffer 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge "des Umzugsformulars, das der Anbieter erstellt und die CWaPE für rechtsgültig erklärt hat, oder gegebenenfalls das Formular, das die CWaPE erstellt hat" durch die Wortfolge "des von der CWaPE nach Konsultierung der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars" ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 4 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Buchstabe m) wird die Wortfolge "des Umzugsformulars vom Anbieter anfordern, das die CWaPE für rechtsgültig erklärt hat, oder gegebenenfalls durch die CWaPE ausgestellt wurde" durch die Wortfolge "des von der CWaPE nach Konsultierung der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars erhalten" ersetzt;

b) in Buchstabe o) wird die Wortfolge "über Verbraucherrechte," zwischen die Wortfolge "bei denen sie" und die Wortfolge "über bestehende Maßnahmen" eingefügt;

c) der Paragraph wird um einen Buchstaben p) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"p) der Hinweis auf die Möglichkeit, die Endabrechnung von dem Lastschriftverfahren auszunehmen."; er wird nach Buchstabe o) eingefügt.

d) der Paragraph wird um einen Buchstaben q) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"q) der Hinweis, dass der Vertrag nichtig ist, wenn dieser im Laufe des in Abschnitt 3 vorgesehenen, von einem anderen Versorger eingeleiteten Verfahrens abgeschlossen wird."

Art. 36 - In Artikel 6 Absatz 3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird die Wortfolge "Das Bestehen" durch die Wortfolge "Die Tatsache, geschützter Kunde zu sein bzw. gewesen zu sein, das Bestehen" ersetzt und die Wortfolge "eines solchen Status oder" zwischen die Wortfolge "bei Nichtvorhandensein" und die Wortfolge "der Budgetzähler" eingefügt;

Der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Von der in Absatz 1 vorgesehenen Bestimmung bleibt das Recht des Versorgers unberührt, von dem Kunden, der demselben Versorger bereits Zahlungen schuldet, die Tilgung dieser Schuld zu verlangen, bevor er sich auf den Abschluss eines neuen Vertrags einlässt."

Art. 37 - In Artikel 6bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge "ist der Anbieter für den betreffenden Versorgungsanschluss bis zu 30 Kalendertage nach dem Antrag verantwortlich, gemäß Artikel 23bis, Absatz 1" durch die Wortfolge "bleibt der Anbieter für den betreffenden Versorgungsanschluss für eine Frist, die vom Minister auf dreißig bis hundertzwanzig Tage nach seinem Antrag gemäß Artikel 23bis, Absatz 1 festgesetzt wird, verantwortlich" ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Paragraph 1 wird Ziffer 4 um die Wortfolge ", wobei angegeben wird, ob es sich bei dieser Anzahl um eine Einschätzung handelt oder nicht" ergänzt;

b) in Paragraph 1 Ziffer 14 wird die Wortfolge "des Umzugsformulars, das vom Anbieter ausgestellt und durch die CWaPE für rechtsgültig erklärt wurde oder gegebenenfalls ein von der CWaPE ausgestelltes Formular" durch die Wortfolge "eines von der CWaPE nach Konsultierung der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars" ersetzt;

c) in Paragraph 1 Ziffer 15 wird die Wortfolge "über Verbraucherrechte," zwischen die Wortfolge "bei denen sie Informationen" und die Wortfolge "über bestehende Maßnahmen" eingefügt;

d) § 1 wird um eine Ziffer 16 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"16° ggf. der Hinweis, dass die Berechnung auf Basis des Sozialtarifs erfolgt.";

e) in Paragraph 2 Ziffer 8 wird die Wortfolge "des Umzugsformulars, das vom Anbieter ausgestellt und durch die CWaPE für rechtsgültig erklärt wurde oder gegebenenfalls ein von der CWaPE ausgestelltes Formular" durch die Wortfolge "eines von der CWaPE nach Konsultierung der regionalen Regulierungsbehörden erstellten Umzugsformulars" ersetzt;

f) in Paragraph 2 Ziffer 9 wird die Wortfolge "über Verbraucherrechte," zwischen die Wortfolge "bei denen sie Informationen" und die Wortfolge "über bestehende Maßnahmen" eingefügt;

g) § 2 wird um eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° ggf. der Hinweis, dass die Berechnung auf Basis des Sozialtarifs erfolgt.";

h) in Paragraph 3 wird Absatz 1 um die Wortfolge "Wenn der Budgetzähler aktiv ist, werden das Datum der Aufladungen und die aufgeladenen Beträge als Anlage zur Abrechnung beigefügt." ergänzt.

Art. 39 - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 3 wird um die Wortfolge ", außer in den in Artikel 36, § 1 erwähnten Fällen" ergänzt;

2° § 4 wird aufgehoben.

Art. 40 - In Artikel 18 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "oder in den Zeitfenstern, in denen nach Schätzung der CWaPE eine als gleichwertig anerkannte Dienstleistung angeboten wird" zwischen die Wortfolge "während der Öffnungszeiten" und die Wortfolge ", aufgeladen werden können" eingefügt.

Art. 41 - In Artikel 30 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird "Art. 9" durch "Artikel 31ter" und "ist der Betreiber des Verteilernetzes befugt, um dem geschützten Kunden Gas zum Sozialtarif zu liefern" durch "liefert der Betreiber des Verteilernetzes dem geschützten Kunden Gas zum Sozialtarif" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "Hierzu" durch das Wort "Gegebenenfalls" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird das Zeichen " : " durch das Zeichen " ." ersetzt und werden die Ziffern 1 und 2 gestrichen;

4° ein Paragraf 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

" § 3. Für die in Artikel 31bis, § 1, 2° und § 2 des Dekrets genannten geschützten Kunden, und außer wenn der Kunde beantragt, zum Handelstarif von einem Gasversorger seiner Wahl versorgt zu werden, benachrichtigt der Versorger unverzüglich den Verteilernetzbetreiber, der als sozialer Dienstleister innerhalb einer Frist von maximal 30 Tagen nach dem vom kommerziellen Gasversorger eingereichten Antrag den Kunden übernimmt und diesen Kunden über diese Übernahme und deren Folgen informiert."

Art. 42 - In Artikel 31 desselben Erlasses wird ein neuer § 1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" § 1bis. Meldet sich ein geschützter Kunde nach Artikel 31bis, § 1, 2° des Dekrets telefonisch bei dem Versorger, so fordert dieser den Kunden auf, mit seinem Verteilernetzbetreiber Kontakt aufzunehmen. Meldet sich der geschützte Kunde schriftlich bei dem Versorger, so setzt dieser den Kunden schriftlich davon in Kenntnis, dass er angesichts seines Status als geschützter Kunde nach Artikel 31bis, § 1, 2° des Dekrets und der in den Dekreten vorgesehenen Bestimmungen seinen Antrag an seinen Verteilernetzbetreiber weitergeleitet hat. Der Versorger teilt dem Kunden die Kontaktdaten des Verteilernetzbetreibers mit."

Art. 43 - In Artikel 32 § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Absatz 1 wird die Wortfolge ", die nicht unter fünfzehn Tagen nach Ausstellung der Rechnung liegen darf," zwischen die Wortfolge "der vorgesehenen Frist" und die Wortfolge "nicht beglichen hat," eingefügt;

b) in Absatz 1 wird Ziffer 1 um die Wortfolge ", damit diese dabei der Finanzlage des Kunden sowie der Höhe der zu begleichenden Schuld und dem betroffenen Zeitraum Rechnung tragen kann" ergänzt;

c) in Absatz 1 wird Ziffer 2 um die Wortfolge ", insbesondere im Hinblick auf die Vereinbarung eines zumutbaren Zahlungsplans" ergänzt;

d) es wird ein Paragraf 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

" § 3. Die in Paragraf 1 vorgesehenen Fristen stehen der Möglichkeit für einen Versorger, weitere zum Zeitpunkt der Einsendung der Mahnung nicht fällige Rechnungen sofort fällig zu stellen, nicht entgegen. Die Beträge dieser weiteren Rechnungen werden in das im vorliegenden Abschnitt vorgesehene Verfahren aufgenommen.

Ist eine solche Regel in den allgemeinen Bedingungen des Versorgers vorgesehen, so wird darauf im Mahnungsschreiben ausdrücklich hingewiesen.

Diese Regel darf jedoch nicht angewandt werden, wenn der Kunde einen Zahlungsplan vereinbart und befolgt."

Art. 44 - In Artikel 33 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Absatz 1 wird in Ziffer 4 das Wort "zumutbaren" zwischen "zur Vereinbarung eines" und "Zahlungsplans" eingefügt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "Der Anbieter" durch die Wortfolge "Der Versorger" und das Wort "Einschreiben" durch das Wort "Post" ersetzt, und am Ende des Absatzes die Wortfolge ", falls der Schuldbetrag, einschließlich aller Steuern, höher ist als 100 Euro für die Gasrechnung bzw. 200 Euro für Strom und Gas insgesamt im Falle einer kombinierten Rechnung und der Kunde auf die Aufforderung des Versorgers, ihn zu kontaktieren, um einen zumutbaren Zahlungsplan zu vereinbaren, nicht reagiert bzw. den mit dem Versorger vereinbarten zumutbaren Plan nicht befolgt" angefügt;

c) der Artikel wird um einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Im Mahnungsschreiben werden die geforderten Beträge und die betroffenen Rechnungen aufgeführt. Der Kunde wird darin über sein Recht informiert, einen zumutbaren Zahlungsplan zu verhandeln und auf die Unterstützung des ÖSHZ bzw. der Schuldenvermittlungsstelle zurückzugreifen. Im Schreiben wird darauf hingewiesen, dass beim Ausbleiben einer Reaktion des Kunden auf die Aufforderung des Versorgers, ihn zu kontaktieren, um einen zumutbaren Zahlungsplan zu vereinbaren, bei Nichtbefolgung des mit dem Versorger vereinbarten zumutbaren Zahlungsplans oder bei Nichtzahlung jedweder weiteren fällig gewordenen Rechnung, das in den Artikeln 32 bis 35 vorgesehene Verfahren fortgesetzt oder im jeweils aktuellen Stadium wieder aufgenommen sein wird."

d) der Artikel wird um einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Im Falle der Vereinbarung eines vermutbaren Zahlungsplans zwischen einem Kunden und seinem Versorger wird das Verfahren bei Nichtzahlung ausgesetzt."

Art. 45 - Artikel 33bis wird aufgehoben und es wird nach Artikel 33 desselben Erlasses ein neuer Artikel 33bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33bis - Als zumutbar gilt der Zahlungsplan, der den Interessen und Lagen beider Parteien Rechnung trägt und es dem Kunden konkret ermöglicht, seine Schuld vollständig zu begleichen, d.h. objektive Elemente berücksichtigt, wie z.B. das Kundenprofil, die Höhe seiner Schuld, den Verlauf seines Kundenkontos. Steht dem Kunden der zugelassene Schuldenvermittler bzw. das ÖSHZ zur Seite, so kann der zugelassene Schuldenvermittler bzw. das ÖSHZ im Rahmen seiner Aufgabe zur Wahrung der Menschenwürde um eine Anpassung des ursprünglich vom Versorger vorgeschlagenen Zahlungsplans bitten.

Auf Anfrage des zugelassenen Schuldenvermittlers bzw. des ÖSHZ wird das Antragsverfahren für die Installation eines Budgetzählers während des Zeitraums ausgesetzt, der für die vom ÖSHZ bzw. zugelassenen Schuldenvermittler vorgenommene soziale Finanzmittelanalyse und Verhandlung eines zumutbaren Zahlungsplans mit dem Versorger, die dreißig Tage nicht überschreiten dürfen, erforderlich ist.

Der Versorger notifiziert dem Kunden jede Einigung oder im Einvernehmen vereinbarte Änderung des Zahlungsplans."

Art. 46 - In denselben Erlass wird ein Artikel 33ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33ter - Die Höhe des Schuldbetrags, den der Versorger im Rahmen des auf die Haushaltskunden anwendbaren Verfahrens bei Nichtzahlung oder im Rahmen der Installation des Budgetzählers vom Kunden fordert, darf die Summe der folgenden Bestandteile nicht überschreiten:

1° geschuldeter Restbetrag für die fälligen Rechnungen;

2° Betrag der eventuell zu zahlenden, vertraglich festgesetzten Verzugszinsen, begrenzt auf den gesetzlichen Zinssatz;

3° eventuelle Beitreibungskosten für unbeglichene Forderungen, begrenzt auf 7,5 Euro für ein Erinnerungsschreiben und 15 Euro für ein Mahnungsschreiben. Die für die Einsendung der Erinnerungs- und Mahnungs- bzw. Inverzugsetzungsschreiben geforderten Gesamtkosten dürfen 55 Euro pro Jahr und Energieart nicht überschreiten.

Auf jeden Fall dürfen keine Kosten für einen zumutbaren Zahlungsplan gefordert werden, der im Rahmen des in den Artikeln 32 bis 35 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Verfahrens vereinbart wurde."

Art. 47 - In denselben Erlass wird ein Artikel 33quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 33quater - Die Abtretung jedweder Forderung durch einen Versorger oder die Beitreibung einer solchen durch einen Dritten entbindet diesen Versorger nicht von seinen Verpflichtungen seinem Kunden gegenüber."

Art. 48 - In Artikel 34 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird das Wort "Wenn" durch die Wortfolge "Für einen Schuldbetrag von mindestens 100 Euro und wenn" ersetzt, die Wortfolge "oder sich an einen zumutbaren Zahlungsplan oder an ein neues Fälligkeitsdatum nicht gehalten hat" zwischen die Wortfolge "eines Betrags schuldig erklärt wird" und die Wortfolge ", sendet der Versorger" eingefügt, und die Wortfolge "Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, fügt der Versorger die in Artikel 31 erwähnten Unterlagen bei" durch die Wortfolge "Dieser Antrag erfolgt unter der Bedingung, dass der Versorger seinen Kunden aufgefordert hat, mit ihm Kontakt aufzunehmen, um einen zumutbaren Zahlungsplan zu vereinbaren. Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, übermittelt der Versorger dem Betreiber des Verteilernetzes die Elemente zum Nachweis des Kundenstatus. In diesem Fall wird der Kunde vom für seine Versorgung zuständigen Verteilernetzbetreiber übernommen und beliefert, wobei dieser den Kunden über die Übernahme und deren Folgen, insbesondere was die Winterhilfe betrifft, informiert. Der Minister für Energie bestimmt das Verfahren zur Übernahme des geschützten Kunden, der als eines Betrags schuldig erklärt wurde, durch seinen Netzbetreiber und die sich daraus ergebenden Pflichten." ersetzt;

2° in Paragraph 4 wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Kunde kann die Begründung vorbringen, dass er nicht in der Lage ist, bei der Installation des Budgetzählers anwesend zu sein. Den schriftlichen Nachweis dafür erbringt er dem Betreiber des Verteilernetzes, der das Datum für die Installation des besagten Zählers verschiebt. Der Kunde kontaktiert den Betreiber seines Verteilernetzes, um einen neuen Besuchstermin in den nächsten 5 Werktagen nach dem Datum, das ursprünglich vorgeschlagen wurde, festzusetzen;"

3° in Paragraph 4 Absatz 4 wird die Wortfolge "entweder einen neuen Termin für die Installation des Budgetzählers zu planen, oder" zwischen die Wortfolge "ist verpflichtet," und die Wortfolge "innerhalb 10 Tagen" eingefügt;

4° § 5 wird aufgehoben;

5° in Paragraph 6 wird der Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Auf Vorschlag der CWaPE bestimmt der Minister den Pauschalbetrag und die Modalitäten der Entschädigungsleistung des Betreibers des Verteilernetzes zugunsten des Versorgers im Falle einer Überschreitung der in Absatz 1 genannten Installationsfrist."

Art. 49 - In Artikel 35 § 2 desselben Erlasses wird in der französischen Fassung die Wortfolge "d'électricité" durch die Wortfolge "de gaz" ersetzt.

Art. 50 - In Artikel 36 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2 Die Installation bzw. Reaktivierung des Budgetzählers am Wohnsitz des Kunden ist für jeden Antrag, der nach dem Inkrafttreten dieses Erlasses eingereicht wurde, und in den folgenden Fällen kostenlos:

1° für den geschützten Kunden;

2° für den nicht geschützten Kunden, der von seinem Versorger als eines Betrags schuldig erklärt wurde;

3° wenn der Antrag auf Installation bzw. Aktivierung vom ÖSHZ vermittelt wird;

4° bei einem Umzug, wenn der Kunde einen aktiven Budgetzähler an seinem bisherigen Wohnsitz hatte;"

2° § 3 wird aufgehoben.

Art. 51 - Artikel 37 desselben Erlasses wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn der Kunde über einen aktivierten Budgetzähler verfügt, darf der Versorger ihm keine Anzahlungsrechnungen zusenden."

Art. 52 - Artikel 38 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Deaktivierung des Budgetzählers wird vom Versorger beim Betreiber des Verteilernetzes beantragt, und zwar nur auf Anfrage des Kunden und unter der Bedingung, dass Letzterer seinem bisherigen Versorger gegenüber keine Schulden im Zusammenhang mit seinem Gasverbrauch hat. Die Deaktivierung des Budgetzählers ist für den Kunden kostenlos."

Art. 53 - In Artikel 39 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Zahl "34" wird durch die Zahl "32" ersetzt;

2° die Wortfolge "kann zu jeder Zeit aufgehoben werden" durch die Wortfolge "wird zu jeder Zeit aufgehoben" ersetzt;

3° die Wortfolge "oder einer Einigung zwischen den Parteien über einen zumutbaren Zahlungsplan" wird zwischen die Wortfolge "bezüglich der Zahlung der Schuld" und die Wortfolge ". Die Nicheinhaltung" eingefügt;

4° die Wortfolge "per Einschreiben" wird gestrichen.

Art. 54 - In Artikel 40 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird in Absatz 4 die Wortfolge "der mit diesem Verbrauch verbundenen Rechnung" durch die Wortfolge "dieses Verbrauchs" ersetzt.

Art. 55 - In demselben Erlass wird nach Artikel 40*bis* ein neuer Abschnitt 3*ter* mit der Überschrift "Anfechtung der Aktivierung oder der Installierung eines Budgetzählers" eingefügt.

Art. 56 - In den durch Artikel 56 eingefügten Abschnitt 3*ter* wird ein Artikel 40*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 40*ter* - Binnen zehn Tagen nach der in Artikel 33 genannten Mahnung kann der Kunde das Verfahren zur Installierung des Budgetzählers anfechten und den regionalen Mediationsdienst für Energie anrufen.

Der Antrag wird gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 über den regionalen Mediationsdienst für Energie eingereicht und untersucht.

Der regionale Mediationsdienst für Energie kann, gegebenenfalls in Absprache mit dem Betreiber des Verteilernetzes und dem ÖSHZ, das Verfahren zur Installierung des Budgetzählers aussetzen, um die Analyse zu ermöglichen".

Art. 57 - Die Artikel 44 bis 47 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, werden aufgehoben.

KAPITEL III — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung*

Art. 58 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung wird durch Folgendes ersetzt:

"Erlass der Wallonischen Regierung über die lokale Kommission für Energie"

Art. 59 - In Artikel 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Unter Ziffer 2 wird die Wortfolge "in Artikel 46 des Gasdekrets erwähnte lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung" durch die Wortfolge "in Artikel 33*ter* des Elektrizitätsdekrets und in Artikel 31*quater* des Gasdekrets erwähnte lokale Kommission für Energie" ersetzt;

b) Ziffer 3 wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt: "3° "sozialer Versorger": Verteilernetzbetreiber, der gemäß Artikel 33*bis* des Elektrizitätsdekrets oder 31*ter* des Gasdekrets die Versorgung des geschützten Kunden mit Strom oder Gas gewährleistet;"

c) Ziffer 4 wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"4° "soziale Energiebetreuung": Betreuung nach den Artikeln 33*quater* des Elektrizitätsdekrets und 31*quinquies* des Gasdekrets;"

d) Ziffer 4 wird aufgehoben.

Art. 60 - In Artikel 2 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird in der französischen Fassung die Wortfolge "l'aide" durch die Wortfolge "l'action" ersetzt.

Art. 61 - Artikel 3 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 62 - Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 4 - Die Kommission tritt zusammen:

1° entweder auf Antrag des sozialen Versorgers, im Zusammenhang mit der garantierten Mindestversorgung eines geschützten Kunden, der wiederholt eines Betrags schuldig ist, in Übereinstimmung mit Artikel 40 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

2° oder auf Antrag des sozialen Versorgers, im Zusammenhang mit der Winterhilfe;

3° oder auf Antrag des sozialen Versorgers, im Falle eines Verlusts des Status des geschützten Kunden.

Der Antrag wird per Post zusammen mit einem Begründungsschreiben an den Vorsitzenden der Kommission der Gemeinde gerichtet, wo der Kunde wohnhaft ist.

Im Antrag nach Absatz 1 Ziffer 1 werden die mit der garantierten Mindestversorgung verbundenen Verbrauchsmengen und Schuldbeträge aufgelistet.

Der Vorsitzende beruft eine Versammlung der Kommission ein. Das Einberufungsschreiben an die Mitglieder der Kommission und an den Kunden umfasst den Antrag und die Anlagen. Der Vorsitzende erinnert an das Verfahren und ermöglicht dem Kunden, angehört zu werden und sich durch eine Person seiner Wahl unterstützen oder vertreten zu lassen.

Die Versammlung, die unter Vorbehalt der Zustimmung der verschiedenen Mitglieder der Kommission in der Form einer Telekonferenz abgehalten werden darf, findet in dem Monat nach demjenigen der Anrufung statt.

Der Netzbetreiber ergreift alle erforderlichen Maßnahmen, um von den neuesten Zählerständen des Kunden Kenntnis zu erhalten.

Parallel dazu unternimmt das ÖSHZ alles, um innerhalb kürzester Zeit den betroffenen Kunden zu kontaktieren."

Art. 63 - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird die Wortfolge "innerhalb 35 Tagen, nachdem sie befasst wurde," durch die Wortfolge "während der in Artikel 4 genannten Versammlung" ersetzt;

2° in Absatz 4 wird die Wortfolge "Der Vorsitzende der Kommission stellt den Beschluss binnen sieben Werktagen dem Kunden, dem Sozialhilfzentrum und dem Betreiber des Verteilernetzes zu" durch die Wortfolge "Der Beschluss wird dem Kunden und dem Betreiber des Verteilernetzes, an das der Kunde angeschlossen ist, binnen sieben Werktagen zugestellt" ersetzt.

Art. 64 - In Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 wird das Wort "Wenn" durch die Wortfolge "Für die in Artikel 4, Absatz 1, 1° genannten Anträge, wenn" ersetzt;

2° in Paragraf 2 Absatz 1 wird das Wort "Stromsperrung" durch die Wortfolge "garantierte Mindestversorgung" und die Wortfolge "Artikel 45 des Dekrets" durch die Wortfolge "Artikel 33^{quater} des Elektrizitätsdekrets" ersetzt;

3° in Paragraf 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "dem Netzbetreiber und gegebenenfalls dem in Artikel 2 erwähnten Stromversorger übermittelt." durch die Wortfolge "dem sozialen Versorger übermittelt. Wenn der Kunde die Verpflichtung nicht eingetht, den Rückzahlungsplan einzuhalten, oder seiner Verpflichtung nicht nachkommt, darf der Betreiber des Verteilernetzes die garantierte Mindestversorgung aussetzen. In diesem Fall richtet der soziale Versorger ein Schreiben an den Kunden, in dem er ihn über das Datum für die Einstellung der garantierten Mindestversorgung informiert. Die Einstellung der garantierten Mindestversorgung darf nicht vor Ablauf einer Frist von fünf Tagen ab dieser Zustellung erfolgen." ersetzt;

4° in Paragraf 2 Absatz 3 wird die Wortfolge ", dem Sozialhilfzentrum und dem Betreiber des Verteilernetzes" durch die Wortfolge "und dem sozialen Versorger" ersetzt;

5° in Paragraf 3 Absatz 1 wird die Wortfolge "Artikel 45 des Dekrets" durch die Wortfolge "Artikel 33^{quater} des Elektrizitätsdekrets" ersetzt;

6° in Paragraf 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "Der Netzbetreiber reicht bei der Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie" durch die Wortfolge "Der soziale Versorger reicht bei der Verwaltung" und die Wortfolge "Netzbetreibers und gegebenenfalls des in Artikel 3 erwähnten Stromversorgers" durch die Wortfolge "sozialen Versorgers" ersetzt.

Art. 65 - Artikel 6^{bis} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 6^{bis} - Die Kommission tritt zusammen:

1° entweder auf Antrag des sozialen Versorgers, im Zusammenhang mit der in Artikel 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt erwähnten Winterhilfe;

2° oder auf Antrag des sozialen Versorgers, im Falle eines Verlusts des Status des geschützten Kunden.

Der Antrag wird per Post zusammen mit einem Begründungsschreiben an den Vorsitzenden der Kommission der Gemeinde gerichtet, wo der Kunde wohnhaft ist.

Im Antrag nach Absatz 1 Ziffer 1 werden die mit der Winterhilfe verbundenen Verbrauchsmengen und Schuldbeträge aufgelistet. Wenn der soziale Versorger dazu gebracht wurde, die Winterhilfe zu leisten, fügt er eine Notiz zur Begründung der Berechnung der gewährten kWh bei.

Der Vorsitzende beruft eine Versammlung der Kommission ein. Das Einberufungsschreiben an die Mitglieder der Kommission und an den Kunden umfasst den Antrag und die Anlagen. Der Vorsitzende erinnert an das Verfahren und ermöglicht dem Kunden, angehört zu werden und sich durch eine Person seiner Wahl unterstützen oder vertreten zu lassen.

Die Versammlung, die unter Vorbehalt der Zustimmung der verschiedenen Mitglieder der Kommission in der Form einer Telekonferenz abgehalten werden darf, findet in dem Monat nach demjenigen der Anrufung statt. Der Betreiber des Verteilernetzes ergreift alle erforderlichen Maßnahmen, um von den neuesten Zählerständen des Kunden Kenntnis zu erhalten.

Parallel dazu unternimmt das ÖSHZ alles, um innerhalb kürzester Zeit den betroffenen Kunden zu kontaktieren."

Art. 66 - In Artikel 6^{ter} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird die Wortfolge "innerhalb 35 Tagen, nachdem sie mit der Akte befasst wurde," durch die Wortfolge "während der in Artikel 6^{bis} genannten Versammlung" ersetzt;

2° in Absatz 4 wird die Wortfolge "Der Vorsitzende der Kommission stellt den Beschluss binnen sieben Werktagen dem Kunden, dem Sozialhilfzentrum und dem Betreiber des Verteilernetzes zu" durch die Wortfolge "Der Beschluss wird dem Kunden und dem Betreiber des Verteilernetzes, an das der Kunde angeschlossen ist, binnen sieben Werktagen zugestellt" ersetzt.

Art. 67 - In Artikel 6^{quater} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

2° in Paragraf 1 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Wenn die Kommission, für die in Artikel 6^{bis}, Absatz 1, 1° genannten Anträge, ein Gutachten abgibt, nach dem die Winterhilfe zu beenden ist, kann diese Beendigung der Winterhilfe frühestens fünf Tage nach dem Datum der Zustellung des Gutachtens der Kommission eintreten. Das Versammlungsprotokoll der Kommission mit Angabe des Datums für die Beendigung der Winterhilfe wird dem Kunden zugestellt."

2° in § 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "bezüglich der Sperrung ein ungünstiges Gutachten" durch die Wortfolge "ein günstiges Gutachten zur Fortsetzung der Winterhilfe" und die Wortfolge "Art. 45 des Dekrets bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts" durch die Wortfolge "Artikel 31^{quinquies} des Gasdekrets" ersetzt;

3° in Paragraf 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "Aussetzung der Lieferung" durch die Wortfolge "Beendigung der Winterhilfe" ersetzt;

4° in Paragraf 2 Absatz 3 wird die Wortfolge "Betreiber des Verteilernetzes" durch die Wortfolge "soziale Versorger", die Wortfolge "Aussetzung der Lieferung" durch die Wortfolge "Beendigung der Winterhilfe" und die Wortfolge "Die Aussetzung der Lieferung darf nicht" durch die Wortfolge "Die Beendigung der Winterhilfe darf nicht" ersetzt;

5° in Paragraf 2 Absatz 4 wird die Wortfolge "beim Netzbetreiber" durch die Wortfolge "beim sozialen Versorger" ersetzt;

6° in Paragraf 3 wird die Wortfolge "Der Netzbetreiber reicht bei der Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie" durch die Wortfolge "Der soziale Versorger reicht bei der Verwaltung" ersetzt.

Art. 68 - Die Überschrift des Kapitels V wird durch Folgendes ersetzt: "Statusverlust und Versorgung mit Strom und Gas"

Art. 69 - Artikel *6quinquies* desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. *6quinquies* - § 1. Die Kommission versammelt sich jedes Mal, wenn der soziale Versorger es in Anwendung von den Artikeln 27 § 4 des Erlasses über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und 31 § 4 des Erlasses über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt beantragt. Der Antrag wird per Post an den Vorsitzenden der Kommission der Gemeinde gerichtet, wo der Kunde wohnhaft ist. Ihm wird ein Begründungsschreiben beigefügt, in dem bescheinigt wird, dass der Betreiber des Verteilernetzes das in den vorgenannten Artikeln vorgesehene Verfahren eingehalten und der Kunde in der vorgeschriebenen Frist keinen Vertrag mit einem Versorger abgeschlossen hat.

Binnen zehn Werktagen nach Eingang des Antrags beruft der Vorsitzende eine Versammlung der Kommission ein und fügt seinem Schreiben an die Mitglieder der Kommission den Antrag des sozialen Versorgers und die Anlagen bei. Binnen der gleichen Frist werden das Einberufungsschreiben und die Anlage per Post ebenfalls an den geschützten Kunden gerichtet. Der Vorsitzende erinnert an das Verfahren und fordert den Kunden auf, von seinem Recht Gebrauch zu machen, angehört zu werden und sich von einer Person seiner Wahl unterstützen oder vertreten zu lassen. Die Versammlung findet in dem Monat nach demjenigen der Anrufung statt.

Parallel dazu und soweit möglich kontaktiert das ÖSHZ innerhalb kürzester Zeit den betroffenen Kunden.

§ 2. Falls die Kommission den Verlust des Status des geschützten Kunden bestätigt, gibt sie ein günstiges Gutachten zur Einstellung der Versorgung mit Gas und Strom durch den sozialen Versorger ab, die nur dann erfolgen darf, wenn das in Paragraf 3 vorgesehene Regularisierungsverfahren scheitert. Der Beschluss wird dem Kunden per Einschreiben zugesendet und dem öffentlichen Sozialhilfzentrum sowie dem sozialen Versorger binnen 7 Werktagen nach der Versammlung mitgeteilt.

§ 3. Falls die Kommission ein günstiges Gutachten zur Aussetzung der Versorgung abgibt, begibt sich der Betreiber des Verteilernetzes binnen fünfzehn Werktagen nach dem Datum der Absendung des Einschreibens zum Wohnsitz des betroffenen Kunden, um seine Lage zu regularisieren.

Der Betreiber des Verteilernetzes unterbreitet dem betroffenen Kunden ein Regularisierungsformular, das die folgenden Optionen umfasst:

1° wenn der Kunde einen Liefervertrag unterzeichnet hat, die Pflicht für den Kunden, das Formular mit Angabe der Identität des Versorgers auszufüllen;

2° wenn der Kunde über keinen Liefervertrag verfügt, die Zusage des Kunden, einen Liefervertrag mit einem Versorger innerhalb von zehn Tagen abzuschließen. In diesem Fall wird im Formular darauf hingewiesen, dass ohne Mitteilung der Identität des Versorgers binnen dieser Frist sein Anschlusspunkt gesperrt werden kann.

Wenn der Kunde beim Besuch des Verteilernetzbetreibers abwesend ist, wird ein Benachrichtigungsschein mit Angabe des Datums und der Uhrzeit eines neuen Besuchs des Verteilernetzbetreibers binnen fünfzehn Tagen, um die Regularisierung vorzunehmen, am Wohnsitz des Kunden hinterlassen. In diesem Benachrichtigungsschein wird insbesondere auf die Folgen des Ausbleibens einer Reaktion binnen der vorgeschriebenen Frist hingewiesen.

§ 4. Wenn der Kunde sich weigert, das Regularisierungsformular auszufüllen und zu unterzeichnen, oder beim Ausbleiben einer Reaktion des Kunden, oder falls der Kunde seiner Verpflichtung nicht nachkommt, dann wird das Regularisierungsverfahren als gescheitert betrachtet und darf der Verteilernetzbetreiber die Energieversorgung einstellen."

Art. 70 - In Artikel *6sexies* Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008, wird die Wortfolge "der Elektrizitäts- oder Gaslieferung" durch die Wortfolge "der Lieferung von Elektrizität oder der Winterhilfe mit Gas" ersetzt.

KAPITEL IV — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 71 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. April 2019 in Kraft.

Die Artikel 129, 130, 131, 132, 159, 160, 161, 162 des Dekrets vom 19. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in den Bereichen Beschäftigung, Ausbildung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen treten am 1. April 2019 in Kraft.

Art. 72 - Abweichend von Artikel 71 treten die in Artikel 18 Absatz 1 Ziffer 4 und Artikel 48 Absatz 1 Ziffer 5 vorgesehenen Bestimmungen am Datum des Inkrafttretens des MIG6 in Kraft. Der Minister für Energie veröffentlicht eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*, in der das Datum für das Inkrafttreten des MIG6 angegeben wird.

Art. 73 - Der Minister für Energie bestimmt die Übergangsbestimmungen, die anzuwenden sind, falls Kunden in Erwartung der Regularisierung eines Verfahrens zur Installation eines Budgetzählers, das vor dem Inkrafttreten der in Artikel 18 Absatz 1 Ziffer 4 und Artikel 48 Absatz 1 Ziffer 5 vorgesehenen Bestimmungen eingeleitet wurde, vom Netzbetreiber versorgt werden.

Art. 76 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 19. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205218]

19 JULI 2018. — Besluit van de Waalse tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de artikelen 33 tot 34*bis*, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008 en bij het decreet van 11 april 2014;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, de artikelen 31*bis* tot 33*bis*, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008 en bij het decreet van 21 mei 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 maart 2008 tot bepaling van de procedures tot plaatsing van een budgetmeter (elektriciteit) en tot activering van de voorafbetalingsfunctie en tot opheffing van het besluit van 23 juni 2006;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 maart 2008 tot bepaling van de procedures tot plaatsing van een budgetmeter (gas) en tot activering van de voorafbetalingsfunctie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 april 2016;

Gelet op het advies nr. CD-16f16-CWaPE-1593 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), uitgebracht op 24 juni 2016;

Gelet op het advies van de "Union des Villes, communes et Provinces de la Région wallonne" (Vereniging van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 13 juni 2016;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) van 20 juni 2016;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 62.937/4 van de Raad van State, gegeven op 5 maart 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 6^o wordt opgeheven;

b) in punt 10^o worden de woorden "(EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschappen" vervangen door de woorden "(EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden. ».

Art. 2. In artikel 3, tweede lid, 4^o, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de woorden "aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, het formulier opgesteld door de CWaPE" vervangen door de woorden "opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de andere regionale regulatoren".

Art. 3. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in punt), worden de woorden "aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE" vervangen door de woorden "opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de andere regionale regulatoren";

2^o in punt o), worden de woorden "over de rechten van de consumenten" ingevoegd tussen het woord "advies" en de woorden "kunnen inwinnen";

3^o het artikel wordt aangevuld met een punt p), luidend als volgt:

"p) de vermelding van de mogelijkheid om de regularisatiefactuur uit te sluiten van de domiciliëring."

4^o de paragraaf wordt aangevuld met een punt q), luidend als volgt:

"q) de vermelding dat het contract door nietigheid is aangetast indien hij is gesloten tijdens de in afdeling 3 van hoofdstuk IV, bedoelde procedure die door een andere leverancier is ingeleid. "

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "onverminderd de bepalingen van artikel 28" opgeheven;

2° in het derde lid, worden de woorden "Het bestaan" vervangen door de woorden "Het feit om een beschermde afnemer te zijn of geweest te zijn, het bestaan" en de woorden "van een dergelijk statuut of" worden ingevoegd tussen de woorden "als er geen sprake is" en de woorden "van een budgetmeter";

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De bepaling bedoeld in het eerste lid doet geen afbreuk aan het recht van de leverancier om van een afnemer die een eerdere schuld bij dezelfde leverancier heeft, de afbetaling van die schuld te vragen alvorens in te stemmen met het sluiten van een nieuw contract."

Art. 5. In artikel 6*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de woorden "tot dertig kalenderdagen" vervangen door de woorden "voor een termijn, bepaald door de Minister, begrepen tussen dertig en honderdtwintig dagen".

Art. 6. In artikel 7, van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 4°, worden de woorden "met vermelding of het al dan niet is geraamd," ingevoegd tussen de woorden "het aantal kWu dat gedurende bedoelde periode wordt verbruikt," en de woorden "per product";

2° in paragraaf 1, 9°, worden de woorden "op basis van de gemiddelde prijs van de groene certificaten van de vorige vier kwartalen zoals bekendgemaakt door de CWaPE, vermenigvuldigd met de geleverde hoeveelheid elektriciteit" opgeheven;

3° in paragraaf 1, 16°, worden de woorden "aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE" vervangen door de woorden "opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren";

4° in paragraaf 1, 17°, worden de woorden "over de rechten van de consumenten" ingevoegd tussen het woord "informatie" en de woorden "kan worden verkregen";

5° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 18°, luidend als volgt :

"18° in voorkomend geval, de vermelding dat de facturering gebaseerd is op het sociaal tarief.";

6° in paragraaf 2, 8°, worden de woorden "aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE" vervangen door de woorden "opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren";

7° in paragraaf 2, 9°, worden de woorden "over de rechten van de consumenten" ingevoegd tussen het woord "informatie" en de woorden "kan worden verkregen";

8° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt :

"10° in voorkomend geval, de vermelding dat de facturering gebaseerd is op het sociaal tarief.";

9° in paragraaf 3, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "Wanneer de budgetmeter actief is, worden de datum van de ladingen en de opgeladen bedragen bij de regularisatiefactuur gevoegd."

Art. 7. In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3, wordt aangevuld met de woorden "behalve in de gevallen vermeld in artikel 34, § 2°";

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 17, paragraaf 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "of tijdens de uurperiodes die een gelijkwaardige, door de CWaPE geraamde, erkende dienst aanbieden" worden ingevoegd tussen de woorden "tijdens de werkuren" en de woorden ", het heropladen van de budgetmeter".

Art. 9. In artikel 24*bis*, eerste lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de woorden "met inachtneming van de tariefmethodologie" ingevoegd tussen de woorden "op datzelfde net" en de woorden ", vervangt de distributienetbeheerder".

Art. 10. In artikel 26 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "§ 1." ingevoegd vóór het woord "Overeenkomstig", de woorden "artikel 9" worden vervangen door de woorden "artikel 33*bis*" en de woorden " mag de distributienetbeheerder elektriciteit tegen het sociaal tarief leveren aan de beschermde afnemer" worden vervangen door de woorden "levert de distributienetbeheerder elektriciteit tegen het sociaal tarief aan de beschermde afnemer";

2° in het tweede lid worden de woorden "Daartoe" vervangen door de woorden "In voorkomend geval";

3° in het derde lid, wordt het teken ": " vervangen door het teken "." en de punten 1° en 2° worden opgeheven;

4° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 3. Voor de beschermde afnemers bedoeld in artikel 33, § 1, 2°, en § 2, van het decreet en behalve als de afnemer vraagt om tegen de handelsprijs te worden bevoorrad door een leverancier van zijn keuze, brengt de leverancier de distributienetbeheerder die de afnemer als sociale leverancier overneemt, onmiddellijk op de hoogte binnen een termijn van maximaal 30 dagen na het verzoek ingediend door de commerciële leverancier en die deze afnemer in kennis stelt van deze overname en van de gevolgen daarvan, met name wat betreft de gewaarborgde minimale levering."

Art. 11. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt een nieuw paragraaf 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2*bis*. Wanneer een beschermde afnemer, bedoeld in artikel 33, § 1, 2°, van het decreet, telefonisch contact opneemt met de leverancier, nodigt deze laatste de afnemer uit om contact op te nemen met zijn distributienetbeheerder. Wanneer de beschermde afnemer een schriftelijk verzoek tot de leverancier richt, deelt de leverancier de afnemer schriftelijk mee dat hij, gelet op zijn statuut van beschermde afnemer bedoeld in artikel 33, § 1, 2° van het decreet, en de bepalingen voorzien in de decreten, zijn verzoek aan zijn distributienetbeheerder heeft overgemaakt. De leverancier deelt de contactgegevens van de distributienetbeheerder aan de afnemer mee."

Art. 12. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 29, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden : "die niet lager mag zijn dan vijftien dagen te rekenen van de datum van uitgifte van de factuur" toegevoegd tussen de woorden: "de voorgeschreven termijn" en de woorden: ", stuurt de leverancier een herinneringsbrief";

b) in het eerste lid, wordt punt 1° aangevuld met de woorden "waarbij rekening wordt gehouden met de financiële toestand van de afnemer, het bedrag van de aan te zuiveren schuld en de betrokken periode";

c) in het eerste lid, wordt punt 2° aangevuld met de woorden "met name met het oog op het afsluiten van een redelijk betalingsplan";

d) het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

" § 3. De in § 1 bedoelde termijnen beletten een leverancier niet om nieuwe facturen die op het ogenblik van de ingebrekestelling nog niet vervallen waren, onmiddellijk opeisbaar te maken. De bedragen van deze nieuwe facturen worden opgenomen in de in deze afdeling bedoelde procedure.

Indien de algemene voorwaarden van de leverancier in een dergelijke regel voorzien, zal de aanmaningsbrief dit uitdrukkelijk vermelden.

Deze regel is niet van toepassing indien een betalingsplan door de afnemer wordt afgesloten en nageleefd. "

Art. 14. In artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, wordt in punt 4°, de zin "om een afbetalingsplan overeen te komen" vervangen door de zin "om een redelijk afbetalingsplan overeen te komen;

b) in het tweede lid, worden de woorden "de leverancier" vervangen door de woorden "De leverancier", het woord "aangetekende" wordt geschrapt en worden de woorden "indien het bedrag van de schuld hoger is dan 100 EUR, alle taksen inbegrepen, voor de elektriciteitsfactuur, of 200 EUR voor de gecombineerde factuur voor elektriciteit en gas in het geval van een gecombineerde factuur en de afnemer niet reageert op de uitnodiging van de leverancier om contact met hem op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten of het redelijke betalingsplan dat met de leverancier is afgesloten, niet naleeft" toegevoegd aan het einde van het lid;

c) het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

"De aanmaningsbrief bevat de gevorderde bedragen en de betrokken facturen. Hij informeert de afnemer over zijn recht om over een redelijk betalingsplan te onderhandelen en zich te laten bijstaan door het OCMW of de dienst voor schuldbemiddeling. In de brief wordt vermeld dat indien de afnemer niet reageert op de uitnodiging van de leverancier om een redelijk betalingsplan af te sluiten, indien het met de leverancier gesloten redelijke betalingsplan niet wordt nageleefd of indien een nieuwe vervallen factuur niet wordt betaald, de procedure bedoeld in de artikelen 29 tot 33 wordt voortgezet of hervat in de huidige vorm.";

d) het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt:

"In geval van het afsluiten van een redelijk betalingsplan tussen een afnemer en zijn leverancier wordt de wanbetalingsprocedure opgeschort."

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt een artikel 30bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 30bis. Een betalingsplan dat rekening houdt met de belangen en situaties van beide partijen en de afnemer in staat stelt zijn schuld volledig te betalen, is redelijk, d.w.z. het houdt rekening met objectieve elementen zoals: het profiel van de cliënt, het bedrag van zijn schuld, de historiek van zijn cliëntenrekening. Indien de afnemer geniet van de tussenkomst van de erkende schuldbemiddelaar of het OCMW, kan de erkende schuldbemiddelaar of het OCMW in het kader van zijn opdracht van eerbied van de menselijke waardigheid, om een aanpassing van het aanvankelijk door de leverancier voorgestelde betalingsplan verzoeken.

Op verzoek van de erkende schuldbemiddelaar of het OCMW, wordt de procedure voor de aanvraag van de plaatsing van een budgetmeter opgeschort voor de duur van de socio-budgettaire analyse en de onderhandelingen over een redelijk betalingsplan met de leverancier, die niet meer dan dertig dagen mag bedragen, door het OCMW of door de erkende schuldbemiddelaar.

Elk akkoord of wijziging van het onderling overeengekomen betalingsplan wordt door de leverancier aan de afnemer meegedeeld."

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt een artikel 30ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 30ter. Het bedrag van de schuld die de leverancier van de afnemer vordert volgens de procedure die van toepassing is op de residentiële afnemer in geval van niet-betaling of in het kader van de plaatsing van de budgetmeter mag niet hoger zijn dan de som van de volgende componenten:

1° het verschuldigd blijvende saldo op de vervallen facturen;

2° het mogelijke bedrag van de contractuele rente, begrensd tot de wettelijke rentevoet;

3° de eventuele vorderingskosten voor onbetaalde facturen bedragen maximaal 7,5 euro voor een herinneringsbrief en 15 euro voor een aanmaningsbrief. De totale kosten voor het verzenden van herinneringsbrieven en aanmaningen of wanbetaling mogen niet meer bedragen dan 55 euro per jaar en per energie.

In ieder geval kunnen geen kosten worden gevorderd voor een redelijk betalingsplan dat in het kader van de procedure bedoeld in de artikelen 29 tot 33 van dit besluit is afgesloten."

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt een artikel 30quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 30quater. De overdracht door een leverancier van een schuldvordering of de invordering door een derde van dergelijke schuldvorderingen ontslaat de leverancier niet van zijn verplichtingen jegens zijn afnemer."

Art. 18. In artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1^{er}, wordt het woord "Als" vervangen door de woorden "Voor een schuld van minstens 100 euro en als", de woorden "of dat hij een redelijk betalingsplan of de betaling van een nieuwe vervaldatum niet in acht heeft genomen" worden ingevoegd tussen de woorden "wanbetaler verklaard wordt" en de woorden ", richt de leverancier", en de woorden "Als het gaat om een beschermde afnemer, voegt de leverancier de in artikel 27 bedoelde documenten bij" worden vervangen door de woorden "Dit verzoek is afhankelijk van de uitnodiging van de leverancier aan zijn afnemer om contact met hem op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten met de afnemer en, in voorkomend geval, het OCMW of de erkende dienst voor schuldbemiddeling. Wanneer die afnemer een beschermde afnemer is, verstrekt de leverancier de distributienetbeheerder de elementen waarbij het statuut van afnemer wordt bewezen. In dat geval wordt de afnemer overgedragen en bevoorraad door de distributienetbeheerder, die de afnemer in kennis stelt van die overdracht en de gevolgen daarvan, met name wat betreft de gewaarborgde minimale levering. De minister van Energie bepaalt de procedure voor de overdracht van de in wanbetaling verklaarde beschermde afnemer naar zijn netbeheerder en de daaruit voortvloeiende verplichtingen.

2° in paragraaf 4 wordt tussen het tweede en het derde lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De klant kan zijn onvermogen om aanwezig te zijn bij het plaatsen van de budgetmeter rechtvaardigen. Hij verstrekt een schriftelijk bewijs hiervan aan de distributienetbeheerder, die de datum van plaatsing van de meter uitstelt. De afnemer neemt contact op met zijn distributienetbeheerder om binnen vijf werkdagen na de oorspronkelijk voorgestelde datum een nieuwe datum voor het bezoek vast te stellen.

3° in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden "hetzij een nieuwe afspraak maken voor de plaatsing van de budgetmeter, hetzij" ingevoegd tussen de woorden "moet" en de woorden "de levering hervatten";

4° in paragraaf 5, worden de woorden "De overschrijding van die termijn leidt, meer bepaald, tot de opschorting van het leveringscontract en tot de tijdelijke vervanging tijdens die opschorting van de leverancier door de netbeheerder" worden vervangen door de woorden "Op voorstel van de CWaPE, bepaalt de minister het forfaitaire bedrag en de modaliteiten voor de schadeloosstelling van de distributienetbeheerder aan de leverancier bij overschrijding van de plaatsingstermijn bedoeld in het eerste lid."

Art. 19. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De installatie of reactivering van de budgetmeter bij de afnemer thuis is gratis voor elke aanvraag ingediend na de inwerkingtreding van dit besluit en in de volgende gevallen:

1° voor de beschermde afnemer;

2° voor de onbeschermde klant die in wanbetaling werd verklaard door zijn leverancier;

3° wanneer de aanvraag om plaatsing of activering door het OCMW wordt ondersteund;

4° tijdens een verhuizing, wanneer de afnemer een actieve budgetmeter bij zijn vorige woning had.";

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Wanneer een afnemer over een geactiveerde budgetmeter beschikt, mag de leverancier hem geen voorschotfacturen sturen."

Art. 21. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Het desactiveren van de budgetmeter wordt door de leverancier aan de distributienetbeheerder alleen gevraagd op verzoek van de afnemer en op voorwaarde dat deze geen schulden heeft met betrekking tot zijn elektriciteitsverbruik bij zijn huidige leverancier. Het desactiveren van de meter is gratis voor de afnemer."

Art. 22. In artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het getal "31" wordt vervangen door het getal "29";

2° de woorden "kan elk ogenblik opgeschort worden" worden vervangen door de woorden "wordt elk ogenblik opgeschort";

3° de woorden "of een overeenstemming tussen de partijen over een redelijk betalingsplan" worden ingevoegd tussen de woorden "de betaling van de schuld" en de woorden ". De niet inachtneming";

4° het woord "aangetekend" wordt opgeheven.

Art. 23. In het opschrift van afdeling 3bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, wordt het woord "niet beschermde" opgeheven.

Art. 24. In artikel 37bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 en bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "niet beschermde" opgeheven.

2° in het derde lid, worden de woorden "niet beschermde" en de woorden "en die niet kunnen worden beschouwd als beschermde residentiële afnemers die over een laag inkomen beschikken of zich in een onzekere situatie bevinden in de betekenis van artikel 20, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt" opgeheven;

3° in het vierde lid, worden de woorden "Vijftien dagen" vervangen door de woorden "Minstens een maand" en de woorden "binnen de zestig werkdagen volgend op het einde" worden vervangen door de woorden "aan het einde".

Art. 25. Hoofdstuk 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 3ter, die artikel 37ter inhoudt, luidend als volgt:

"Afdeling 3ter. Betwisting van de activering of plaatsing van een budgetmeter

Art. 37ter. Binnen tien dagen na de in artikel 30 bedoelde ingebrekestelling kan de afnemer de procedure voor het plaatsen of activeren van de budgetmeter betwisten en zich richten tot de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie.

De aanvraag wordt ingediend en behandeld overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie.

De Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie kan de procedure voor de plaatsing van de budgetmeter opschorten om, desgevallend, in overleg met de distributienetbeheerder en het OCMW een analyse mogelijk te maken.

Art. 26. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 38. § 1. De levering van de beschermde afnemer met een budgetmeter wordt gewaarborgd door de distributienetbeheerder van de afnemer.

Indien de vermogensbegrenzende functie van de budgetmeter op verzoek van het OCMW wordt geactiveerd, deelt de distributienetbeheerder de afnemer uitdrukkelijk mee dat deze gewaarborgde minimale levering voor zijn rekening blijft en aan hem wordt gefactureerd. De beschermde afnemer die zijn budgetmeter niet bevoorradt, geniet dan van de gewaarborgde minimale levering waarvan het vermogen is vastgesteld op tien ampère. Dit gebeurt gedurende zes maanden vanaf de datum van inbedrijfstelling van de vermogensbegrenzer.

§ 2. Nadat de distributienetbeheerder heeft vastgesteld dat er geen bedragen van meer dan 10 EUR worden opgeladen na een periode van drie opeenvolgende maanden van een beschermde afnemer met een budgetmeter waarvan de begrenzendende functie is geactiveerd, stelt de distributienetbeheerder een factuur op betreffende de gewaarborgde minimale levering van de betrokken afnemer. De drempel van het minimale bedrag van de heroplading kan door de CWaPE in overeenstemming met de OCMW's en de distributienetbeheerders worden herzien, in voorkomend geval.

Om deze factuur op te stellen, indien de distributienetbeheerder niet over de indexcijfers van de afnemer beschikt, stuurt hij de afnemer een brief met het verzoek om binnen de 15 dagen zijn indexcijfers te verstrekken of om zijn voorafbetalingkaart in zijn meter en vervolgens in een oplaadpunt te plaatsen. De netbeheerder benadrukt ook dat zijn verzoek tot doel heeft om de factuur van zijn verbruik onder vermogensbegrenzer vast te stellen.

Na afloop van die termijn publiceert en verzendt de distributienetbeheerder de factuur van de afnemer betreffende zijn verbruik onder begrenzer. Indien de distributienetbeheerder geen informatie over zijn reëel verbruik heeft kunnen verkrijgen, wordt de factuur gebaseerd op een raming van het verbruik van de afnemer. Bij deze raming van het verbruik en a fortiori van de schuld onder gewaarborgde minimale levering wordt rekening gehouden met de informatie die bij het laatste opladen van de kaart van de budgetmeter werd teruggevonden, maar ook met het historische profiel van de afnemer. Op deze factuur moet, naast de vermeldingen bedoeld in artikel 7, worden vermeld dat het gaat om een verbruiksfactuur met een vermogensbegrenzer.

§ 3. Indien de afnemer op de vervaldatum zijn factuur niet heeft betaald of geen overeenstemming heeft bereikt over de betaling van achterstallige betalingen in verband met de minimumlevering, stuurt de netbeheerder hem een herinneringsbrief. Deze herinneringsbrief bevat ten minste de vermeldingen bedoeld in artikel 29, § 1, lid, 1°, 2°, en 4.

Indien de afnemer op de vervaldag van de herinneringsbrief geen overeenstemming heeft bereikt over de betaling, stuurt de netbeheerder de afnemer een aanmaning. Deze brief stelt hem in kennis van de latere procedure en met name van het feit dat, indien binnen 15 dagen na verzending van de aanmaning geen oplossing wordt voorgesteld, hij geacht wordt herhaaldelijk in staat van wanbetaling te verkeren en dat de zaak bij de plaatselijke commissie voor energie aanhangig wordt gemaakt, met name om te beslissen of hij al dan niet van de gewaarborgde minimale levering zal blijven genieten.

De netbeheerder maakt aan het OCMW van de afnemer een kopie van de brief bedoeld in het vorig lid over."

Art. 27. Artikel 39 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. 39. Wanneer de beschermde afnemer de zaak niet binnen 15 dagen na verzending van de aanmaning heeft opgelost of de overeenkomst inzake de betaling van de achterstallige betalingen in verband met de gewaarborgde minimumlevering niet is nagekomen, beschouwt de distributienetbeheerder de afnemer als herhaaldelijk in staat van wanbetaling te verkeren en maakt hij de zaak bij de commissie aanhangig.

Het OCMW van de afnemer kan te allen tijde verzoeken om de vermogensbegrenzer van de afnemer uit te schakelen.

De beschermde afnemer kan zijn distributienetbeheerder verzoeken de vermogensbegrenzer uit te schakelen zodra hij de achterstallige betalingen met betrekking tot de gewaarborgde minimumlevering heeft betaald.

De procedure bedoeld in de artikelen 38 en 39 wordt onderbroken zodra de afnemer de factuur of facturen met betrekking tot de gewaarborgde minimumlevering betaalt."

Art. 28. In hoofdstuk IV, afdeling 4 van hetzelfde besluit, wordt onderafdeling 2 die artikel 40 inhoudt, opgeheven.

Art. 29. In hoofdstuk IV, afdeling 4 van hetzelfde besluit, wordt onderafdeling 3 die artikel 41 inhoudt, opgeheven.

Art. 30. In hoofdstuk V, artikel 43, in paragraaf 3, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt "elk ander geaggregeerd gegeven dat door de CWaPE is bepaald."

Art. 31. De artikelen 45 tot 47 van hetzelfde besluit, ingevoegd en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2006, worden opgeheven.

Art. 32. In de titel van hoofdstuk VI van hetzelfde besluit, worden de woorden "Overgangs- en" opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt*

Art. 33. In artikel 2, 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, worden de woorden "(EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschappen" vervangen door de woorden "(EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad en enkele EG-verordeningen op specifieke statistische gebieden."

Art. 34. In artikel 3, tweede lid, 4°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de woorden "aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, het formulier opgesteld door de CWaPE" vervangen door de woorden "opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren".

Art. 35. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt m), worden de woorden "aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE" worden vervangen door de woorden "opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren";

b) in punt o), worden de woorden "over de rechten van de consumenten" ingevoegd tussen het woord "advies" en de woorden "kunnen inwinnen";

c) de paragraaf wordt aangevuld met een punt p), luidend als volgt:

"p) de vermelding van de mogelijkheid om de regularisatiefactuur uit te sluiten van de domiciliëring." wordt ingevoegd na punt o).";

d) de paragraaf wordt aangevuld met een punt q), luidend als volgt:

"q) de vermelding dat het contract door nietigheid is aangetast indien hij is gesloten tijdens de in afdeling 3 bedoelde procedure die door een andere leverancier is ingeleid."

Art. 36. In artikel 6, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de woorden "Het bestaan" vervangen door de woorden "Het feit om een beschermde afnemer te zijn of geweest te zijn, het bestaan" en de woorden "van een dergelijk statuut of" worden ingevoegd tussen de woorden "als er geen sprake is" en de woorden "van een budgetmeter".

Het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De bepaling bedoeld in het eerste lid doet geen afbreuk aan het recht van de leverancier om van een afnemer die een eerdere schuld bij dezelfde leverancier heeft, de afbetaling van die schuld te vragen alvorens in te stemmen met het sluiten van een nieuw contract. "

Art. 37. In artikel 6bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de woorden "tot dertig kalenderdagen" vervangen door de woorden "voor een termijn, bepaald door de Minister, begrepen tussen dertig en honderdtwintig dagen".

Art. 38. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 en bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, wordt punt 4° aangevuld met de woorden "met vermelding of het al dan niet is geraamd";

b) in paragraaf 1, 14°, worden de woorden "aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE" vervangen door de woorden "opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren";

c) in paragraaf 1, 15°, worden de woorden "over de rechten van de consumenten" ingevoegd tussen het woord "informatie" en de woorden "kan worden verkregen";

d) paragraaf 1^{er} wordt aangevuld met een punt 16°, luidend als volgt:

"16° in voorkomend geval, de vermelding dat de facturering gebaseerd is op het sociaal tarief."

e) in paragraaf 2, 8°, worden de woorden "aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE" vervangen door de woorden "opgesteld door de CWaPE na raadpleging van de regionale regulatoren";

f) in paragraaf 2, 9°, worden de woorden "over de rechten van de consumenten" ingevoegd tussen het woord "informatie" en de woorden "kan worden verkregen";

g) paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt:

"10° in voorkomend geval, de vermelding dat de facturering gebaseerd is op het sociaal tarief.";

h) in paragraaf 3, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "Wanneer de budgetmeter actief is, worden de datum van de ladingen en de opgeladen bedragen bij de regularisatiefactuur gevoegd."

Art. 39. In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3, wordt aangevuld met de woorden "behalve in de gevallen bedoeld in artikel 36, § 1";

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 40. In artikel 18, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "of tijdens de uurperiodes die een gelijkwaardige, door de CWaPE geraamde, erkende dienst aanbieden" ingevoegd tussen de woorden "tijdens de werkuren" en de woorden ", de bevoorrading van de budgetmeter".

Art. 41. In artikel 30, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "artikel 9" vervangen door de woorden "artikel 31ter" en de woorden "mag de distributienetbeheerder gas tegen het sociaal tarief leveren aan de beschermde afnemer" worden vervangen door de woorden "levert de distributienetbeheerder gas tegen het sociaal tarief aan de beschermde afnemer";

2° in het tweede lid worden de woorden "Daartoe" vervangen door de woorden "In voorkomend geval";

3° in het derde lid, wordt het teken ": " vervangen door het teken "." en de punten 1° en 2° worden opgeheven;

4° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 3. Voor de beschermde afnemers bedoeld in artikel 31bis, § 1, 2°, en § 2, van het decreet en behalve als de afnemer vraagt om tegen de handelsprijs te worden bevoorraadt door een leverancier van zijn keuze, brengt de leverancier de distributienetbeheerder die de afnemer als sociale leverancier overneemt, onmiddellijk op de hoogte binnen een termijn van maximaal 30 dagen na het verzoek ingediend door de commerciële leverancier en die deze afnemer in kennis stelt van deze overname en van de gevolgen daarvan." "

Art. 42. In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt een nieuw paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 1bis. Wanneer een beschermde afnemer, bedoeld in artikel 31bis, § 1, 2°, van het decreet, telefonisch contact opneemt met de leverancier, nodigt deze laatste de afnemer uit om contact op te nemen met zijn distributienetbeheerder. Wanneer de beschermde afnemer een schriftelijk verzoek tot de leverancier richt, deelt de leverancier de afnemer schriftelijk mee dat hij, gelet op zijn statuut van beschermde afnemer bedoeld in artikel 31bis, § 1, 2° van het decreet, en de bepalingen voorzien in de decreten, zijn verzoek aan zijn distributienetbeheerder heeft overgemaakt. De leverancier deelt de contactgegevens van de distributienetbeheerder aan de afnemer mee." "

Art. 43. In artikel 32, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden : "die niet lager mag zijn dan vijftien dagen te rekenen van de datum van uitgifte van de factuur" toegevoegd tussen de woorden: "de voorgeschreven termijn" en de woorden: ", stuurt de leverancier een herinneringsbrief";

b) in het eerste lid, wordt punt 1 aangevuld met de woorden "waarbij rekening wordt gehouden met de financiële toestand van de afnemer, het bedrag van de aan te zuiveren schuld en de betrokken periode";

c) in het eerste lid, wordt punt 2°est aangevuld met de woorden "met name met het oog op het afsluiten van een redelijk betalingsplan";

d) een paragraaf 3 wordt toegevoegd, luidend als volgt:

" § 3. De in § 1 bedoelde termijnen beletten een leverancier niet om nieuwe facturen die op het ogenblik van de ingebrekestelling nog niet vervallen waren, onmiddellijk opeisbaar te maken. De bedragen van deze nieuwe facturen worden opgenomen in de in deze afdeling bedoelde procedure.

Indien de algemene voorwaarden van de leverancier in een dergelijke regel voorzien, zal de aanmaningsbrief dit uitdrukkelijk vermelden.

Deze regel is echter niet van toepassing indien een betalingsplan door de afnemer wordt afgesloten en nageleefd. "

Art. 44. In artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, wordt in punt 4°, de zin "om een afbetalingsplan overeen te komen" vervangen door de zin "om een redelijk afbetalingsplan overeen te komen";

b) in het tweede lid, wordt het woord "De" vervangen door het woord "de", het woord "aangetekende" wordt geschrapt en worden de woorden "en dat een budgetmeter automatisch wordt geïnstalleerd indien het bedrag van de schuld hoger is dan 100 EUR, alle taksen inbegrepen, voor de gasfactuur, of 200 EUR voor de gecombineerde factuur voor elektriciteit en gas in het geval van een gecombineerde factuur en de afnemer niet reageert op de uitnodiging van de leverancier om contact met hem op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten of het redelijke betalingsplan dat met de leverancier is afgesloten, niet naleeft" toegevoegd aan het einde van het lid;

c) het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

"De aanmaningsbrief bevat de gevorderde bedragen en de betrokken facturen. Hij informeert de afnemer over zijn recht om over een redelijk betalingsplan te onderhandelen en zich te laten bijstaan door het OCMW of de dienst voor schuldbemiddeling. In de brief wordt vermeld dat indien de afnemer niet reageert op de uitnodiging van de leverancier om met hem contact op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten, indien het met de leverancier gesloten redelijke betalingsplan niet wordt nageleefd of indien een nieuwe vervallen factuur niet wordt betaald, de procedure bedoeld in de artikelen 32 tot 35 wordt voortgezet of hervat in de huidige vorm.";

d) het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt:

"In geval van het afsluiten van een redelijk betalingsplan tussen een afnemer en zijn leverancier wordt de wanbetalingsprocedure opgeschort." "

Art. 45. Artikel 33bis wordt opgeheven en na artikel 33 van hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 33bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 33bis. Een betalingsplan dat rekening houdt met de belangen en situaties van beide partijen en de afnemer in staat stelt zijn schuld volledig te betalen, is redelijk, d.w.z. het houdt rekening met objectieve elementen zoals: het profiel van de cliënt, het bedrag van zijn schuld, de historische van zijn cliëntenrekening. Indien de afnemer geniet van de tussenkomst van de erkende schuldbemiddelaar of het OCMW, kan de erkende schuldbemiddelaar of het OCMW in het kader van zijn opdracht van eerbied van de menselijke waardigheid, om een aanpassing van het aanvankelijk door de leverancier voorgestelde betalingsplan verzoeken.

Op verzoek van de erkende schuldbemiddelaar of het OCMW, wordt de procedure voor de aanvraag van de plaatsing van een budgetmeter opgeschort voor de duur van de socio-budgettaire analyse en de onderhandelingen over een redelijk betalingsplan met de leverancier, die niet meer dan dertig dagen mag bedragen, door het OCMW of door de erkende schuldbemiddelaar.

Elk akkoord of wijziging van het onderling overeengekomen betalingsplan wordt door de leverancier aan de afnemer meegedeeld." "

Art. 46. In hetzelfde besluit wordt een artikel 33^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 33^{ter}. Het bedrag van de schuld die de leverancier van de afnemer vordert volgens de procedure die van toepassing is op de residentiële afnemer in geval van niet-betaling of in het kader van de plaatsing van de budgetmeter zal niet hoger mogen zijn dan de som van de volgende componenten:

1° het verschuldigd blijvende saldo op de vervallen facturen;

2° het mogelijke bedrag van de contractuele rente, begrensd tot de wettelijke rentevoet;

3° de eventuele vorderingskosten voor onbetaalde facturen bedragen maximaal 7,5 euro voor een herinneringsbrief en 15 euro voor een aanmaningsbrief. De totale kosten voor het verzenden van herinneringsbrieven en aanmaningen of wanbetaling mogen niet meer bedragen dan 55 euro per jaar en per energie.

In ieder geval kunnen geen kosten worden gevorderd voor een redelijk betalingsplan dat in het kader van de procedure bedoeld in de artikelen 32 tot 35 van dit besluit is afgesloten."

Art. 47. In hetzelfde besluit wordt een artikel 33^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 33^{quater}. De overdracht door een leverancier van een schuldvordering of de invordering door een derde van dergelijke schuldvorderingen ontslaat de leverancier niet van zijn verplichtingen jegens zijn afnemer."

Art. 48. In artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, wordt het woord "Als" vervangen door de woorden "Voor een schuld van minstens 100 euro en als", de woorden "of dat hij een redelijk betalingsplan of de betaling van een nieuwe vervaldatum niet in acht heeft genomen" worden ingevoegd tussen de woorden "wanbetaler verklaard wordt" en de woorden ", richt de leverancier", en de woorden "Als het gaat om een beschermde afnemer, voegt de leverancier de in artikel 31 bedoelde documenten bij" worden vervangen door de woorden "Dit verzoek is afhankelijk van de uitnodiging van de leverancier aan zijn afnemer om contact met hem op te nemen om een redelijk betalingsplan af te sluiten. Wanneer die afnemer een beschermde afnemer is, verstrekt de leverancier de distributienetbeheerder de elementen waarbij het statuut van afnemer wordt bewezen. In dat geval wordt de afnemer overgedragen en bevoorraad door de distributienetbeheerder, die verantwoordelijk is om hem te leveren en die de afnemer in kennis stelt van die overdracht en de gevolgen daarvan, met name wat betreft de winterhulp. De minister van Energie bepaalt de procedure voor de overdracht van de in wanbetaling verklaarde beschermde afnemer naar zijn netbeheerder en de daaruit voortvloeiende verplichtingen.";

2° in paragraaf 4 wordt tussen het tweede en het derde lid volgend lid ingevoegd:

"De klant kan zijn onvermogen om aanwezig te zijn bij het plaatsen van de budgetmeter rechtvaardigen. Hij verstrekt een schriftelijk bewijs hiervan aan de distributienetbeheerder, die de datum van plaatsing van de meter uitstelt. De afnemer neemt contact op met zijn distributienetbeheerder om binnen vijf werkdagen na de oorspronkelijk voorgestelde datum een nieuwe datum voor het bezoek vast te stellen.";

3° in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden "hetzij een nieuwe afspraak maken voor de plaatsing van de budgetmeter, hetzij" ingevoegd tussen de woorden "moet" en de woorden "de levering hervatten";

4° paragraaf 5 wordt opgeheven;

5° het tweede lid van paragraaf 6^{bis} wordt vervangen als volgt:

"Op voorstel van de CWaPE bepaalt de minister het forfaitaire bedrag en de modaliteiten voor de schadeloosstelling van de distributienetbeheerder aan de leverancier bij overschrijding van de plaatsingstermijn bedoeld in het eerste lid."

Art. 49. In artikel 35, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord "elektriciteitslevering" vervangen door het woord "gaslevering".

Art. 50. In artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De installatie of reactivering van de budgetmeter bij de afnemer thuis is gratis voor elke aanvraag ingediend na de inwerkingtreding van dit besluit en in de volgende gevallen:

1° voor de beschermde afnemer;

2° voor de onbeschermde klant die in wanbetaling werd verklaard door zijn leverancier;

3° wanneer de aanvraag om plaatsing of activering door het OCMW wordt ondersteund;

4° tijdens een verhuizing, wanneer de afnemer een actieve budgetmeter bij zijn vorige woning had.";

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 51. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Wanneer een afnemer over een geactiveerde budgetmeter beschikt, mag de leverancier hem geen voorschotfacturen sturen."

Art. 52. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Het desactiveren van de budgetmeter wordt door de leverancier aan de distributienetbeheerder alleen gevraagd op verzoek van de afnemer en op voorwaarde dat deze geen schulden heeft met betrekking tot zijn gaselektriciteitsverbruik bij zijn huidige leverancier. Het desactiveren van de budgetmeter is gratis voor de afnemer."

Art. 53. In artikel 39 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het getal "34" wordt vervangen door het getal "32";

2° de woorden "kan elk ogenblik opgeschort worden" worden vervangen door de woorden "wordt elk ogenblik opgeschort";

3° de woorden "of een overeenstemming tussen de partijen over een redelijk betalingsplan" worden ingevoegd tussen de woorden "de betaling van de schuld" en de woorden ". De niet inachtneming";

4° het woord "aangetekend" wordt opgeheven.

Art. 54. In artikel 40 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden, in het vierde lid, de woorden "van de factuur i.v.m. die verbruiken" vervangen door de woorden "van die verbruiken".

Art. 55. In hetzelfde besluit, wordt na artikel 40*bis* een nieuwe afdeling 3*ter* ingevoegd met als opschrift "Betwisting van de activering of plaatsing van een budgetmeter".

Art. 56. In Afdeling 3*ter*, ingevoegd bij artikel 56, wordt een artikel 40*ter* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 40*ter*. Binnen tien dagen na de in artikel 33 bedoelde ingebrekestelling kan de afnemer de procedure voor het plaatsen of activeren van de budgetmeter betwisten en zich richten tot de Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie.

De aanvraag wordt ingediend en behandeld overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009 betreffende de gewestelijke bemiddelingsdienst van de Waalse Energiecommissie.

De Gewestelijke Bemiddelingsdienst inzake energie kan de procedure voor de plaatsing van de budgetmeter opschorten om, desgevallend, in overleg met de distributienetbeheerder en het OCMW een analyse mogelijk te maken."

Art. 57. De artikelen 44 tot 47 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking*

Art. 58. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking wordt vervangen als volgt:

"Besluit van de Waalse Regering betreffende de plaatselijke commissie voor energie".

Art. 59. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 2, worden de woorden "inzake bericht van onderbreking bedoeld in artikel 46 van het gasdecreet" vervangen door de woorden "voor energie bedoeld in artikel 33*ter* van het elektriciteitsdecreet en in artikel 31*quater* van het gasdecreet";

b) punt 3^o wordt hersteld als volgt: "3^o "sociale leverancier": distributienetbeheerder die elektriciteit of gas levert aan de beschermde afnemer overeenkomstig artikel 33*bis* van het elektriciteitsdecreet of artikel 31*ter* van het gasdecreet";

c) punt 4^o wordt hersteld als volgt:

"4^o "sociale begeleiding inzake energie": begeleiding bedoeld in de artikelen 33*quater* van het elektriciteitsdecreet en 31*quinquies* van het gasdecreet";

d) punt 4^o*bis* wordt opgeheven.

Art. 60. In artikel 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt het woord "hulp" vervangen door het woord "actie".

Art. 61. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 62. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. De Commissie vergadert:

1^o hetzij op verzoek van de sociale leverancier met betrekking tot de gewaarborgde minimumlevering aan een beschermde afnemer die herhaaldelijk in staat van wanbetaling verkeert overeenkomstig artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

2^o hetzij op verzoek van de sociale leverancier met betrekking tot winterhulp;

3^o hetzij op verzoek van de sociale leverancier in geval van verlies van het statuut van beschermde afnemer.

Het verzoek, vergezeld van een bewijsstuk, wordt per post gericht aan de voorzitter van de commissie van de gemeente waar de afnemer woonachtig is.

In het verzoek bedoeld in het eerste lid, 1^o, wordt de lijst met de verbruiken en de schulden i.v.m. de gewaarborgde minimumlevering vermeld.

De voorzitter roept een vergadering van de commissie bijeen. De oproeping aan de leden van de commissie en de afnemer omvat het verzoek en de bijlagen. De voorzitter herinnert de procedure en staat de afnemer toe te worden gehoord en zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze.

De vergadering, die met instemming van de verschillende leden van de commissie per videoconferentie kan worden gehouden, vindt plaats binnen een maand na de maand van de aanhangigmaking.

De netbeheerder gebruikt de nodige middelen om de recente indexen van de afnemer te kennen.

Daarnaast neemt het OCMW zo spoedig mogelijk contact op met de betrokken afnemer.

Art. 63. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, worden de woorden "binnen 35 dagen na de aanhangigmaking" vervangen door de woorden "tijdens de vergadering bedoeld in artikel 4";

2^o in het vierde lid wordt de zin "De beslissing wordt binnen zeven werkdagen door de voorzitter meegedeeld aan de afnemer, aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de distributienetbeheerder" vervangen door de zin "De beslissing wordt binnen zeven werkdagen meegedeeld aan de afnemer en aan de distributienetbeheerder bij wie de afnemer is aangesloten".

Art. 64. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt het woord "Als" vervangen door de woorden "Voor de aanvragen bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1°, als";

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord "onderbreking" vervangen door de woorden "gewaarborgde minimumlevering", de woorden "artikel 45 van het decreet" worden vervangen door de woorden "artikel 33^{quater} van het elektriciteitsdecreet";

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "netbeheerder en, in voorkomend geval, aan de leverancier bedoeld in artikel 2" vervangen door de woorden "sociale leverancier". Indien de afnemer zich er niet toe verbindt het terugbetalingsplan na te leven of zijn verbintenis niet nakomt, kan de distributienetbeheerder de gewaarborgde minimumlevering opschorten. In dit geval stuurt de sociale leverancier een brief naar de afnemer met de datum van opschorting van de gewaarborgde minimumlevering. De schorsing van de gewaarborgde minimumlevering mag niet plaatsvinden vóór een termijn van vijf dagen, te rekenen van de datum van de kennisgeving";

4° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden ", aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de distributienetbeheerder" vervangen door de woorden "en aan de sociale leverancier";

5° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "artikel 45 van het decreet" vervangen door de woorden "artikel 33^{quater} van het elektriciteitsdecreet";

6° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "De netbeheerder richt een verzoek aan de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie" vervangen door de woorden "De sociale leverancier richt een verzoek aan de Administratie" en de woorden "netbeheerder en, in voorkomend geval, van de leverancier bedoeld in artikel 3" worden vervangen door de woorden "sociale leverancier".

Art. 65. Artikel 6*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art. 6*bis*. De Commissie vergadert:

1° hetzij op verzoek van de sociale leverancier met betrekking tot de winterhulp bedoeld in artikel 40 van het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

2° hetzij op verzoek van de sociale leverancier in geval van verlies van het statuut van beschermde afnemer.

Het verzoek, vergezeld van een bewijsstuk, wordt per post gericht aan de voorzitter van de commissie van de gemeente waar de afnemer woonachtig is.

In het verzoek bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt de lijst met de verbruiken en de schulden i.v.m. de winterhulp vermeld. Als de sociale leverancier ertoe gebracht wordt de winterhulp te verlenen, voegt hij een nota bij met het bewijs van de berekening van de toegekende kwu.

De voorzitter roept een vergadering van de commissie bijeen. De oproeping aan de leden van de commissie en de afnemer omvat het verzoek en de bijlagen. De voorzitter herinnert de procedure en staat de afnemer toe te worden gehoord en zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze.

De vergadering, die met instemming van de verschillende leden van de commissie per videoconferentie kan worden gehouden, vindt plaats binnen een maand na de maand van de aanhangigmaking. De distributienetbeheerder gebruikt de nodige middelen om de recente indexen van de afnemer te kennen.

Daarnaast neemt het OCMW zo spoedig mogelijk contact op met de betrokken afnemer."

Art. 66. In artikel 6*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "binnen 35 dagen na de aanhangigmaking" vervangen door de woorden "tijdens de vergadering bedoeld in artikel 6*bis*";

2° in het vierde lid wordt de zin "De beslissing wordt binnen zeven werkdagen door de voorzitter meegedeeld aan de afnemer, aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de distributienetbeheerder" vervangen door de zin "De beslissing wordt binnen zeven werkdagen meegedeeld aan de afnemer en aan de distributienetbeheerder bij wie de afnemer is aangesloten".

Art. 67. In artikel 6*quater* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Voor de aanvragen bedoeld in artikel 6*bis*, eerste lid, 1°, als de commissie een advies uitbrengt dat de winterbijstand beëindigt, mag het beëindigen van de hulp ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het advies van de commissie uitgevoerd worden. Het proces-verbaal van de commissie met vermelding van de datum van het einde van de winterhulp wordt aan de afnemer meegedeeld";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "Als de commissie een advies uitbrengt dat de schorsing van de levering ongunstig is" vervangen door de woorden "Als de Commissie een gunstig advies uitbrengt over de voortzetting van de wintersteun" en de woorden "artikel 45 van het decreet houdende organisatie van de gewestelijke gasmarkt" worden vervangen door de woorden "artikel 31^{quinquies} van het gasdecreet";

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden " kan de levering daadwerkelijk geschorst worden" vervangen door de woorden "kan het einde van de winterhulp daadwerkelijk zijn";

4° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "distributienetbeheerder" vervangen door de woorden "sociale leverancier", de woorden "de schorsing van de levering" worden vervangen door de woorden "het einde van de winterhulp" en de woorden "De schorsing mag niet ingaan" worden vervangen door de woorden "Het einde van de winterhulp mag niet ingaan";

5° in paragraaf 2, vierde lid, wordt het woord "netbeheerder" vervangen door de woorden "sociale leverancier";

6° in paragraaf 3 worden de woorden " De netbeheerder dient een verzoek in bij de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie" vervangen door de woorden "De sociale leverancier dient een verzoek in bij de Administratie".

Art. 68. Het opschrift van hoofdstuk V wordt vervangen als volgt: "Inzake het verlies van het statuut en inzake de levering van elektriciteit en gas".

Art. 69. Artikel *6quinquies* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. *6quinquies*. § 1^{er}. De Commissie komt bijeen telkens de sociale leverancier een aanvraag heeft ingediend krachtens de artikelen 27, § 4 van het besluit houdende de openbare dienstverplichtingen in de elektriciteitsmarkt en 31, § 4 van het besluit houdende de openbare dienstverplichtingen in de gasmarkt. Het verzoek wordt per post gericht aan de voorzitter van de commissie van de gemeente waar de afnemer woonachtig is. Deze aanvraag wordt vergezeld van een rechtvaardigingsnota die bewijst dat de distributienetbeheerder de procedure bedoeld in de bovengenoemde artikelen wel heeft nageleefd en dat de afnemer binnen de vereiste termijn geen contract met een leverancier heeft gesloten.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag roept de voorzitter een vergadering van de commissie bijeen en voegt de aanvraag van de sociale leverancier en de bijlagen bij de leden van de commissie. Binnen dezelfde termijn worden de oproeping en de bijlage ook per post gericht aan de beschermde afnemer. De voorzitter herinnert de procedure en verzoekt de afnemer erom gebruik te maken van zijn recht om gehoord te worden of om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon van zijn keuze. De vergadering vindt plaats binnen een maand na de maand van de aanhangmaking.

Daarnaast en voor zover mogelijk neemt het OCMW zo spoedig mogelijk contact op met de betrokken afnemer.

§ 2. Bevestigt de commissie dat de afnemer het statuut van beschermde afnemer verloor, dan formuleert de commissie een gunstig advies over de opschorting van de gas- of elektriciteitslevering door de sociale leverancier, die alleen kan plaatsvinden indien regularisatieprocedure bedoeld in paragraaf 3 mislukt. De beslissing wordt per aangetekende brief naar de afnemer gestuurd en wordt binnen 7 werkdagen na de vergadering aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en de sociale leverancier meegedeeld.

§ 3. Indien de commissie een positief advies uitbrengt over de opschorting van de levering, bezoekt de distributienetbeheerder binnen vijftien werkdagen na de datum van de verzending van de aangetekende brief de betrokken afnemer thuis om zijn situatie te regulariseren.

De distributienetbeheerder legt aan de betrokken klant een regularisatieformulier voor met de volgende opties:

1° indien de afnemer een leveringscontract heeft ondertekend, de verplichting voor de afnemer om het formulier in te vullen met de identiteit van de leverancier;

2° indien de afnemer geen leveringscontract heeft, de verbintenis van de afnemer om binnen de tien dagen een leveringscontract met een leverancier te sluiten. In dit geval wordt op het formulier vermeld dat, indien de identiteit van de leverancier niet binnen deze termijn wordt meegedeeld, zijn voedingspunt kan worden afgesneden.

Indien de afnemer afwezig is tijdens het bezoek van de distributienetbeheerder, wordt bij de klant thuis een bericht met de datum en het tijdstip van een nieuw bezoek van de distributienetbeheerder binnen vijftien dagen ingediend om de situatie te regulariseren. Dit bericht vermeldt in het bijzonder de gevolgen van het uitblijven van een reactie van de afnemer binnen de vereiste termijn.

§ 4. Indien de klant weigert het regularisatieformulier in te vullen en te ondertekenen, of indien de klant niet reageert, of indien de klant zijn verbintenis niet nakomt, wordt de regularisatieprocedure dan als een mislukking beschouwd en kan de distributienetbeheerder de levering van energie opschorten."

Art. 70. In artikel *6sexies*, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008, wordt het woord "gas" vervangen door de woorden "winterhulp in gas".

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 71. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2019.

De artikelen 129, 130, 131, 132, 159, 160, 161, 162 van het decreet van 19 juli 2018 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling, opleiding, economie, industrie, onderzoek, innovatie, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting treden in werking op 1 april 2019.

Art. 72. In afwijking van artikel 71, treden de bepalingen bedoeld in punt 4° van artikel 18, eerste lid, en in punt 5° van artikel 48, eerste lid, in werking op de datum van inwerkingtreding de MIG6. De Minister van Energie publiceert een bericht in het *Belgisch Staatsblad* met vermelding van de datum van inwerkingtreding van de MIG6.

Art. 73. De Minister van Energie bepaalt de overgangsbepalingen die van toepassing zijn op de situaties waarin de netbeheerder de afnemers bevoorraadt in afwachting van de regularisatie van een procedure voor de plaatsing van een budgetmeter die vóór de inwerkingtreding van de bepalingen bedoeld in punt 4° van artikel 18, eerste lid, en in punt 5° van artikel 18, eerste lid, is ingeleid".

Art. 76. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 19 juli 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE